

Dommages de Guerre.

Déclarations de Sinistre.

Dépôts des Dossiers.

Copie pour Monsieur STEIN, pour le tenir au courant.

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments

Date	7.9.48			
Répondre pour le				
cs		g	G.3	
v		s		
e		r		
vv	ds	ga	s1	
vt	de	gc	s2	
dg	db	gd	s3	
de	dc			

Paris, le

6 SEP 1948

VB.N.vt

NOTE

Domages de guerre

Plan de priorité

relative à une conférence tenue le 22 juillet 1948
au Service du M.R.U.

La loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, dans son article 36, et la circulaire interprétative de M. le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme du 10 janvier 1947, dans son article 76, stipulent, en ce qui concerne l'application du plan de priorité en matière de reconstruction, que les Préfets pourront prendre un arrêté imposant aux sinistrés intéressés de déposer leurs dossiers dans un délai de six mois.

La S.N.C.F se trouve comprise dans l'ordre de priorité ainsi établi.

Or, par arrêté en date du 16 avril 1948, M. le Préfet de la Seine a prescrit "aux collectivités de ce département, propriétaires des établissements et services publics sinistrés, de déposer leurs dossiers de dommages dans le délai de six mois de la publication du dit arrêté (254/1948) sous peine de perdre tout droit à "indemnité."

En ce qui nous concerne, cet arrêté vise, dès à présent, deux immeubles sis rue de La Chapelle à Paris :

Le N° 127 (53 actuel), ancien Domaine Privé de la Compagnie du Chemin de Fer du Nord, devenu la propriété de la S.N.C.F en exécution de l'article 44 de la convention du 31 août 1937.

Et le N° 129 (55 nouveau) qui dépendait déjà du Domaine Public du Chemin de fer lors de la fusion des réseaux.

Les éléments nécessaires à la constitution des dossiers à déposer ont été demandés à M. de Chaumont, Chef de l'Inspection des Bâtiments, qui s'en préoccupe.

A une réunion tenue le 22 juillet dernier, sous la présidence d'un délégué du M.R.U., avaient été convoqués tous les propriétaires de la rue de La Chapelle, compris dans ce plan de priorité.

La Région était représentée à cette réunion qui avait pour but de mettre les propriétaires intéressés au courant des dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 avril 1948 sus-rappelé, mais que certains d'entre eux pouvaient cependant ignorer

malgré le caractère légal de sa publication au Bulletin Municipal Officiel de la Ville de Paris -N° du 25-26 avril 1948- mais aussi de leur donner, en même temps, diverses indications au point de vue de la reconstruction de leurs immeubles.

De l'exposé fait par le délégué du M.R.U., il résulte que cet organisme est actuellement, tout au moins pour l'application du plan de priorité précité, en possession des crédits et des matériaux nécessaires à la réédification des immeubles sinistrés compris dans ce plan.

A titre documentaire, le délégué a rappelé que la participation de l'Etat dans la reconstruction est, en principe, de la totalité pour les reconstructions égales ou inférieures à 2 000 000 Fra mais reste fixée à 70 % en cas de dépassement de ce chiffre.

Toutefois, cette allocation de 70 %, qui semble s'appliquer plus spécialement aux Sociétés, ne doit pas, à priori, être considérée comme représentant un maximum ; elle paraît, en fait, représenter une première indemnité allouée aux propriétaires sinistrés amenés à présenter plus d'un dossier devant comporter des dommages supérieurs à cette somme de 2 000 000 Fra, ce qui est, évidemment, le cas pour la S.N.C.F. puisque, notamment, la reconstruction du seul immeuble 123, rue de la Chapelle amènera une dépense supérieure à 10 000 000 Fra d'après les premières évaluations faites.

Telle serait en tout cas, sur ce principe s'il était engagé, la thèse que nous aurions à soutenir.

En résumé, le pourcentage ainsi fixé n'est pas à admettre comme définitif et il est à considérer, compte tenu d'ailleurs des renseignements obtenus des Services du M.R.U., qu'il a été établi en fonction des disponibilités budgétaires actuelles de cet organisme, basées évidemment sur les crédits alloués à l'occasion de l'ouverture du plan de priorité ayant fait l'objet de l'arrêté de M. le Préfet de la Seine.

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtimens

Signé : DEMAUX

M. Lelen - M. Seclier

Représentation devant le
Tribunal de Commerce.

Tiers assisté de la partie en cause.

M. Agoubert

M. Lelen - M. Seclier - M. Agoubert.

Représentation devant le Tribunal de
Commerce.

Tiers assisté de la partie en cause?

ou

nécessité Agrib, Avocat - - -

Il s'agit en l'espèce d'une simple
location faite par les Géraut d'un fonds de
commerce, d'une partie des locaux à usage
d'habitation lui lui étaient attribués.

M. Lelen d'accord pour
incompétence.

Le sieur Seclier se réserve ses
conclusions sur l'incompétence.

Rayon Rogisselli, (très vague comme
toujours).

Agrib nécessaire.

Non sur 427 C.P.C.

Président

Concl. avec M. Bonnet

pour conclusions d'incompétence.

Marguy-

Marguy. les Compiègne.

Art H. R. L.

M. Tasset

ou M. Philpott.

M. Tasset

ou
M. Philpott.

Architecte

900.000

un moment sur
dépôt ou d'achat

Mais n'est-ce
est il indispensable
ou pour exprimer
sans la loi -
le M. R. A. et
utilité.

VB.N.VG

Règlement des
dommages de guerre

M.M. les CHEFS d'ARRONDISSEMENT,
WARNIER,
de CHAMONT,

Je vous transmets ci-joint une note Vtr du 29 octobre 1943 de M.le
Directeur du Service Central des Installations Fixes relative au règlement
des dommages de guerre de la S.N.C.F.

Dans l'attente des textes officiels concernant cette question, il
convient de s'en tenir, en ce qui concerne les attachements, aux mesures
conservatoires prescrites par la circulaire n°3 pour l'application de
l'Instruction de Service Série Administrative, Sous-Série Comptabilité n°16 -
"Constatation de l'état des installations de la S.N.C.F. au moment de la
réoccupation".

1°) Pour les dommages antérieurs à l'armistice de juin 1940 :

Etablissement des constats modèle A dont la révision et la mise au point
ont été demandées par notes VB.N.vg du 23 décembre 1941, du 28 janvier 1942
et du 15 mai 1942.

Malgré le très large délai dont vous avez disposé et les très nombreux
rappels qui vous ont été adressés, je n'ai pas encore reçu tous les constats
modèle A, définitivement mis au point et complétés par leurs annexes; je
vous prie de faire en sorte que ces documents me soient tous envoyés pour le
15 décembre prochain.

2°) Pour les dommages postérieurs à l'armistice :

Etablissement des constats modèle B.

Des recommandations récentes (note VB.N.vg du 25 octobre 1943) vous ont
été faites quant à la présentation de ces constats. Les instructions de M.le
Directeur du Service des Installations Fixes me conduisent à vous les renou-
veler en insistant sur la nécessité de veiller à ce que la description des
dégâts soit faite d'une façon complète, les indications données sont encore
trop sommaires, celles d'ordre quantitatif manquent le plus souvent surtout
en ce qui concerne les bâtiments. Il convient de caractériser les dommages
par des chiffres de surface (surface totale du bâtiment, surface totalement
détruite, surface réparable).

.....

3°) Pour les dommages causés aux immeubles à usage d'habitation :

Il vous a été demandé d'établir concurremment avec le constat A ou B un dossier destiné aux services du commissariat à la reconstruction immobilière. Il convient, d'après les directives de la note ci-jointe, de s'abstenir désormais de présenter des dossiers de dommages aux services du commissariat.

L'établissement de ces dossiers devra toutefois être continué sous une forme simplifiée de façon à servir de canevas à l'établissement d'un dossier complet si, comme il est vraisemblable, le droit commun nous était applicable pour cette seule catégorie d'installations.

Les dossiers dits n°1 que vous m'envoyerez à l'avenir comprendront donc les pièces suivantes : les feuilles A₂, B₂, C₂ ou C bis du commissariat à la reconstruction avec un devis descriptif détaillé des destructions; des croquis cotés (ou plans) feront ressortir par un hachuré rouge les parties endommagées.

Il sera tenu un relevé de dépenses établi dans la forme prescrite par l'I.G.V.B Comptabilité, n°2. Vous trouverez en annexe des modèles de devis descriptif et du relevé de dépenses à établir.

Ce relevé de dépenses sera envoyé lors de l'achèvement des travaux de réparations pour être joint au dossier n°1.

Vous m'adresserez pour le 15 décembre un programme d'envoi des dossiers ainsi simplifiés restant à fournir.

Les dossiers relatifs à des immeubles reconstruits ou réparés devront être envoyés en 1^{ère} urgence.

En ce qui concerne les mémoires de dommages de guerre dont il est question dans la note ci-jointe, il y a lieu de considérer que les listings de dépenses des districts permettraient, le cas échéant, leur établissement.

Je fais précéder à un examen critique des pièces comptables litigieuses comportant des redressements et des répartitions de dépenses de telle sorte que l'établissement final des mémoires puisse être fait sans difficulté s'il nous était demandé leur production détaillée par installation; le rôle de vos services locaux sera donc pour l'instant limité à l'examen des questions qui leur seront posées par la section des dommages de guerre.

Le Chef de la Division de l'Entretien

"DEMAUX"

..... Distriet

Ligne de

à

DEVIS DESCRIPTIF des DOMMAGES CAUSES
à l'IMMEUBLE SIS à, rue, n°...

Le 3 juin 1940, à 13^h30, au cours d'un bombardement aérien, des bombes sont tombées aux abords immédiats de l'immeuble sis à, rue, n° ... et l'ont fortement endommagé.

En particulier, l'une des bombes a explosé entre l'immeuble et l'annexe double (buanderies, clapiers, poulaillers) en béton armé, détruisant complètement cette dernière.

L'immeuble a été partiellement atteint. La couverture en tuiles a été arrachée en totalité y compris une grande partie des liteaux. Le chevronnage n'a que peu souffert; seuls, les gouttières et tuyaux de descente de la façade ont été criblés d'éclats.

Le mur de la façade, côté de l'annexe, et comprenant les porches et les W.C a été en partie détruit : maçonnerie de parpaings en agglomérés de 0,25 écroulés dans la partie du rez-de-chaussée (20 m²); cette destruction a entraîné la dislocation du mur de refend de 0,22 en briques et des cloisons en carreaux de plâtre d'un escalier (environ 12 m²). L'enduit du parement des autres murs subsistants est criblé d'éclats.

La charpente des porches : poteaux, jambes de force, sablières et chevronnage, est complètement arrachée et brisée.

Les menuiseries extérieures en chêne : portes d'entrée, portes des W.C., croisées, ont été détruites ainsi que les menuiseries intérieures attenantes au mur de façade : encadrements des baies, plinthes au bas du mur, ainsi que la porte de la cuisine sur chambre, dans le logement de gauche. Les menuiseries intérieures sont en sapin.

Les plafonds de l'étage ont été fissurés et craquelés par la chute des matériaux de la couverture et l'ébranlement de l'immeuble.

Cet ébranlement a également fissuré partiellement les plafonds du rez-de-chaussée et les enduits au plâtre des cloisons.

Dans la cuisine (logement de gauche), l'évier a été brisé et le placard sous cet évier rendu inutilisable par l'effondrement des piedroits.

La cheminée en marbre, dans la chambre (logement de droite), a été disloquée ainsi que le conduit de fumée dans la hauteur de l'étage.

L'installation électrique a été arrachée au rez-de-chaussée et est à réviser à l'étage.

Des lames de parquet sapin (4 m2) et le carrelage de la cuisine (logement de gauche) sont à remplacer, ceux-ci ayant été détériorés par la chute des matériaux.

Toute la vitrerie est pulvérisée.

dépense classée en catégorie A remboursée
en totalité - Reçu n° faire

dépenses classées en catégorie B (voir
circulaire n° 8) y compris celles relatives
aux installations autres que batiments
et logements

Par installation:
État descriptif détaillé du dégât (voir
modèle déjà établi)

Reçu de dépenses (voir modèle déjà
établi) sans oublier le prix de débarras.

Ces 2 documents se fournir sans erreur,
les dégâts - réparés ou non -

pour les installations non encore réparés
ou en cours de réparation, relever de
dépenses à tenir à jour et à envoyer
ce formulaire de travaux pour être joint ici
au l'état descriptif détaillé du dégât -
pour servir de conseil et copie de ce
document au début et à l'arrout.

Autre suggestion - Indiquer sur carte
en face installation endommagée les
effets pour réparation faite ou
valable 40 n° prévoir

৭৬

RELEVÉ des DEPENSES FAITES
pour la REMISE en ETAT du LOGEMENT SIS
à

(1) Prix de l'heure fixé par le Service de la Comptabilité pour la période considérée.

Ville

Fontaine. 24 Rue Basse.

Pajot. 82 B? de la Liberté.

Tamboise. 20 Rue de Bourgogne.

Herlin 422 Rue de l'Hôpital militaire.

Vandorm. 22 Rue d'Antenne.

Donai

Pist

Pist 8 Rue de la Comédie.

Boulogne

~~Pist~~

Ponticaud. Rue des Pipots.

Amiens.

Désmazier. 67 Rue des Jacobins.

Robillard. 22 Rue de Moyon.

Par de l'ancien Paroisse de Moyon.

Orpèverain

Luratti. 100 Rue de l'Église.

Dufour. Notaire Paris. 1/ B? Poisson.

Pamirs.

Comparative table of Contentions.

Dommages de Guerre

Loi du 28 octobre 1946.

Applicabilité de la loi à la S.N.C.F.

M. Tockeu

EXTRAIT

du Journal Officiel du 26 Janvier 1946

Prise en charge par l'Etat des frais d'établissement des dossiers déposés en vue d'obtenir le bénéfice de la législation sur la reconstruction.

Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme
le ministre des finances et le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance n° 45-610 du 10 avril 1945, et notamment les articles 12 et 17, ainsi conçus :

"Le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme fixe, par arrêté, le taux des honoraires applicables en matière d'expertise, de constitution de dossiers ou de travaux";

"Un arrêté du ministre de la reconstruction et de l'urbanisme et du ministre des finances fixera les conditions et limites dans lesquelles les frais d'établissement des dossiers déposés en vue d'obtenir le bénéfice de la législation sur la reconstruction pourront être pris en charge par l'Etat".

Arrêtent :

Art.1er - L'établissement par les architectes, experts ou techniciens, des états sommaires donnant, avec croquis, la description et l'indication de la surface des immeubles de toute nature, tels qu'ils se comportaient avant le sinistre, donne lieu, de la part des sinistrés, au paiement d'honoraires qui ne peuvent actuellement dépasser 2,50 F par mètre carré de surface utilisable.

Art.2 - Les architectes, experts ou techniciens chargés par les sinistrés des autres opérations prévues par la législation en vue de la reconstruction, de la réparation ou de la reconstitution de leurs biens sont rémunérés par des honoraires qui ne peuvent actuellement dépasser 5 % du décompte définitif des travaux effectués au titre des dommages de guerre.

Art.3 - En ce qui concerne les bâtiments et les travaux de génie civil, les honoraires sont dus pour l'établissement des projets et des pièces des marchés à concurrence de 40 % pour la direction des travaux à concurrence de 35 % et pour leur règlement à concurrence de 25 % au fur et à mesure que chacune de ces opérations sont effectuées.

Art.4 - Les taux d'honoraires prévus aux trois articles précédents ne sont obligatoirement applicables qu'aux dossiers déposés postérieurement à la date du présent arrêté.

Art.5 - Les conditions et limites dans lesquelles les frais d'établissement des dossiers déposés en vue d'obtenir le bénéfice

.....

de la législation sur la reconstruction peuvent être pris en charge par l'Etat sont fixées ainsi qu'il suit :

1°/ En ce qui concerne les pièces et documents nécessaires pour les justifications administratives, le montant des frais est remboursé au taux forfaitaire de 200f par dossier aux sinistrés qui en font la demande et qui ne sont pas assujettis à l'impôt général sur le revenu;

2°/ En ce qui concerne les justifications techniques, les frais des états descriptifs prévus à l'article 1er du présent arrêté et les honoraires des architectes, experts et techniciens, prévus à l'article 2 sont, dans la limite des taux fixés par lesdits articles, pris en charge par l'Etat sur la demande des sinistrés. Le versement en est opéré en même temps que celui de la participation financière de l'Etat et au même taux, sous réserve de l'application de l'article 28 de la loi des 11 Octobre 1940, 12 juillet 1941, modifié par l'article 6 de l'ordonnance n°45-2061 du 8 Septembre 1945

Art.6 - Le commissaire général aux dommages de guerre, le commissaire à la direction des travaux et les directeurs de l'administration centrale du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal Officiel de la République française.

Fait à PARIS, le 19 janvier 1946

LE MINISTRE DE LA RECONSTRUCTION
et de l'Urbanisme
Raoul DAUTRY

LE MINISTRE DES FINANCES
R. HEVEN

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
P. Le Ministre et par Délégation
Le Directeur du Cabinet
Marcel DURY

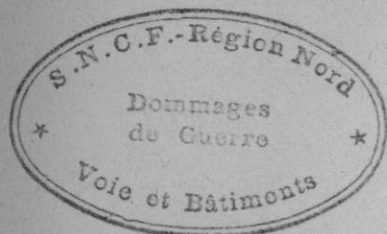
Domages de Guerre.

Démarche aux Installations
Finan.

Le Conseil d'Administration
vient de donner ^{tous} pouvoirs à
Monsieur le Président Fleuret,
lui va sans doute les déléguer
à M. Robert Lévi.

Ce dernier ~~sub~~ déléguera
probablement, ~~à~~ les mêmes
pouvoirs, à M. les chefs du
Service V. B. lesquels pourront,
eux-mêmes, les subdéléguer à
nouveau aux Chefs d'Arrou-
dissement.

19 Février 1948.



79-2-48.

vu au Domaine.

Imm. situés ou
endommagés.

Il n'est pas exigé
de compte sur 6.000.
(Cela est bien signé).

Le chiffre de 12.000
précédemment indiqué,
compromis, vraisemblablement
beaucoup d'immobiliers
n'ayant subi que peu
de dégâts, et il y a eu
beaucoup de vitres, boîtes
mises de traverses, etc.

79-2-48.

Sur la Constitution du
Dossier:

Voir:

Conseillers: Lettre de
l'ingénieur de la Voie, sur
indications du M. R. U. à Lille.
Beaumont-sur-Oise.

Acquisition Boulland.
Lettre du ~~Ministre~~ ~~au~~
M. R. U. à Versailles.

L.

Acquisitions
Aliénations et Echanges
de terrains

Note de renseignements sur la S.N.C.F.
pour la demande d'autorisation préfectorale

(Loi du 16 Novembre 1940 - Arrêté du 22 Janvier 1941)

Société Nationale des Chemins de fer Français, société anonyme
au capital de 1.419.412.000 francs, dont le siège est à Paris (9^{ème})
rue Saint-Lazare, n° 88,

Régulièrement constituée (voir le préambule du contrat)

Ayant pour Administrateurs, tous de nationalité française :

Fournier
MM. FOURNIER (Pierre, Eugène) demeurant à Paris, boulevard St-Germain,
n° 250 bis (7^e arr.) - Né à Lyon (2^e), le 25 Août 1892
Président du Conseil d'Administration

BOUTET (Daniel) demeurant à Paris, avenue Emile Acolas, n° 9,
(7^e arr.) - Né à Chartres (E-&-L), le 22 Septembre 1886
Vice-Président du Conseil d'Administration

de TARDE (Jean, Paul, Marie, Guillaume) demeurant à Paris, avenue
Camoëns, n° 1 (16^e arr.) - Né à Sarlat (Dordogne), le 19 Novem-
bre 1885.
Vice-Président du Conseil d'Administration

CLAUDON (Jacques, René, François, André) demeurant à Paris, rue
Duguay-Trouin, n° 15 (6^e arr.) - Né à St-Rémy-en-Rollat (Allier)
le 10 Juillet 1892.

MICHEL (Georges, Paul) demeurant à Paris, boulevard Raspail, n° 7,
(7^e arr.) - Né à Montpellier (Hérault), le 25 Août 1893.

de LAVIT (Félix, Julien, Eugène, Antoine) demeurant à Paris, rue du
Bac, n° 94 (7^e arr.) - Né à Paris (1^{er}), le 5 Janvier 1896.

ARON (Alexandre, Georges) demeurant à Paris, rue Greuze, n° 16,
(16^e arr.) - Né à Nantes (L.Inf.), le 16 Août 1878.

BLUM-PICARD (Lambert) demeurant à Paris, Quai d'Orsay, n° 91 (7^e arr.)
Né à Paris (8^e), le 26 Mai 1894.

TOURNIER (Jacques) demeurant à Paris, rue de Courcelles, n° 142,
(17^e arr.) - Né à Paris (10^e), le 13 Décembre 1900.

MM. BIZOT (Emile) demeurant à Paris, rue de Rennes, n° 78 (6^e arr.)
Né à Semur-en-Auxois (Côte-d'Or), le 3 Août 1899.

HERRENSCHMIDT (Pierre, Ernest) demeurant à Neuilly-sur-Seine (Seine),
rue du Marché, n° 65 - Né à Paris (16^e), le 15 Février 1906.

GETTEN (Pierre, Louis) demeurant à Paris, boulevard Malesherbes,
n° 152 (17^e arr.) - Né à Paris (17^e), le 11 Mars 1894.

FREDAULT (Félix, Jean, Augustin, Marie) demeurant à Paris, boulevard
Raspail, n° 17 (7^e arr.) - Né à Melun (S-&-M), le 28 Août 1885

TIRARD (Paul) demeurant à Paris, rue Puvis de Chavannes, n° 6
(17^e arr.) - Né à Croissy (S-&-O), le 2 Juin 1879.

AGUILLON (Jacques) demeurant à Paris, rue du Cirque, n° 2 (8^e arr.)
Né à St-Chély-d'Apcher (Lozère), le 4 Août 1879.

OURADOU (Gérard) demeurant à Paris, rue des Martyrs, n° 85 (18^e arr.)
Né à Montesquieu-Leuragais (Haute-Garonne), le 20 Janvier 1896.

TOURNEMAINE (Raymond, Clementin) demeurant à Paris, rue Doudeauville,
n° 33 bis (18^e arr.) - Né à Sainghin-en-Mélantois (Nord), le
12 Février 1893.

CRAPIER (Jules, Henri) demeurant à Drancy (Seine), avenue Castelnau,
n° 4 - Né à Vermand (Aisne), le 26 Août 1895.

REDON (Jean, Auguste, Jules, Adolphe) demeurant à Bondy (Seine), rue
du Lion, n° 21 - Né à Châteauneuf-de-Randon (Lozère), le 30 Dé-
cembre 1897.

PAILLIEUX (André, Henri) demeurant à Colombes (Seine), rue Aug.
Heurtault, n° 18 - Né à Granville (Manche), le 13 Août 1899.

~~Mentionner sur la demande que l~~ ~~est~~
~~autorisé par décision ministérielle en date du~~

Paris, le 18 Février 1948.

Copie

Annexe
-

Monsieur Gellot.
Service des Installations Fixes.
42, Rue de Châteaudun.
Paris.

Conformément au vœu que vous avez exprimé lors de notre entretien du 5 courant, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, copie de la lettre adressée, le 26 mars 1946, par Monsieur le Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, à Monsieur le Directeur Général, relativement à l'applicabilité, à la S.N.C.F. des dispositions de la loi du 28 octobre 1946, sur les dommages de guerre.

Ainsi que vous le savez, il est fait, dans cette lettre, une nette distinction entre les biens servant à l'exploitation du Service public du Chemin de Fer et ceux ne possédant pas une telle affectation directe et, par exemple, les immeubles

D'habitation utilisés pour le
logement du personnel, lui, eux,
seraient reconstitués dans les
conditions déterminées par la
loi sus-visée.

Croyez, cher Monsieur, à
mes bien dévoués sentiments.

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'M. D.', with a horizontal line underneath.

Remarques diverses : En plus des précisions mentionnées ci-dessus et définissant le rôle imparti aux Chefs d'Arrondissement et Agents locaux V.B., à la Section des D.G. et à la Subdivision de la Comptabilité, j'attire votre attention sur ce que la date du 1er juillet prochain est absolument impérative et qu'en conséquence, pour permettre à la Section des D.G. d'examiner et de préparer l'envoi au M.R.U. en temps utile, il est absolument indispensable :

a) de fournir les documents demandés le plus vite possible en étalant, au besoin, la fourniture des documents pour les quelques districts les plus chargés par cette affaire, sur la période allant jusqu'au 15 mai prochain.

b) que les derniers documents destinés à la confection des dossiers parviennent pour le 15 mai, date limite, à la section des dommages de guerre.

Je désire que chaque Chef d'Arrondissement fasse suivre cette question par l'un de ses adjoints qui sera personnellement responsable de l'envoi, en temps voulu, des renseignements et documents demandés. D'autre part, à titre documentaire, je vous adresse copie :

- a) d'un plan de situation, avec numérotation de bâtiments (avec leurs annexes),
- b) d'un état descriptif,
- c) d'un détail ostentatif

dont vous pourrez vous inspirer pour l'établissement de ceux que vous aurez à fournir.

A noter que le Chef de district - technicien - sera en fait l'architecte intérieur de la S.N.C.F. Il aura donc à viser ces documents pour en attester l'exactitude.

En ce qui concerne les relations avec les Services du M.R.U., ce sera la Section des D.G. qui en assumera la charge, étant entendu que si celle-ci était appelée devant une commission, le Chef d'Arrondissement V.B., sur demande de la section des D.G., devrait désigner un agent qualifié (en l'espèce, le chef de district intéressé) pour assister cette dernière et lui tenir lieu de conseil pour les discussions d'ordre technique.

Enfin, si des difficultés se présentaient pour la mise au point de cette affaire, les agents intéressés auraient à se rapprocher immédiatement et directement de la Section des D.G., en vue d'éviter toute perte de temps.

Le Chef de la Division de l'Entretien,

DEMAUX

P.S. - Pour les documents non manuscrits à établir tant par les agents locaux V.B. que par la Subdivision de la Comptabilité (tirages, dactylographies, etc.), il est bien entendu qu'ils seront fournis en 2 exemplaires, dont 1 destiné à la Section des D.G. en vue de constituer un double du dossier remis au Service du M.R.U.

PARIS, le 31 mars 1947

VB/N ve/D

Dommages de guerre
afférents aux immeubles sinistrés
acquis à l'amiable

Messieurs les Chefs d'Arrondissement V.B.,
de CHAUMONT,
WARNIEZ,
ROUSSEL,
VASSEUR,
ISTRIA,

Vous trouverez ci-joint une copie de la note du 30 janvier 1947 de Monsieur le Secrétaire général adjoint de la S.N.C.F. à Monsieur le Directeur de la Région du NORD, qui donne les directives d'ordre général en vue de la récupération des dommages de guerre afférents aux immeubles sinistrés acquis à l'amiable.

La Section des Dommages de guerre a établi les états-ci-annexés les immeubles sinistrés acquis depuis 1939 :

- 1°) de la Compagnie du Nord.
- 2°) d'autres propriétaires.

Voulez-vous, après examen de ces états, me confirmer qu'ils sont bien exacts et complets et, dans le cas contraire, me les retourner rectifiés et complétés.

Le délai de forclusion expirant le 30 juin 1947, nous devons d'abord parer au plus pressé, c'est-à-dire nous occuper immédiatement des déclarations de sinistres, ensuite déposer les dossiers de dommages de guerre (demande de participation financière de l'Etat) et enfin, pour les immeubles réparés, constitution et dépôt des dossiers justificatifs de dépenses.

Mandataire : Le mandataire de la S.N.C.F. sera le Chef d'Arrondissement V.B. (ou le Chef de l'Inspection des Bâtiments à PARIS) ayant l'immeuble intéressé dans son Service. A cet effet, un pouvoir devra leur être délivré par le Conseil d'Administration de la S.N.C.F.

I - DECLARATIONS DE SINISTRES

Parmi les anciens propriétaires, quelques-uns ont déjà fait une déclaration de sinistre ou déposé un dossier de dommages de guerre (ce qui rend une déclaration de sinistre inutile).

La Section des D.G. se rapproche des délégués départementaux du M.R.U. en vue d'être renseignée à ce sujet. Ensuite, elle établira elle-même et enverra, après signature du mandataire, aux délégués départementaux du M.R.U., les déclarations de sinistres restant à fournir.

II - DEPOT DES DOSSIERS DE DOMMAGES DE GUERRE (demande de participation financière de l'Etat)

Pour un petit nombre des immeubles acquis, les anciens propriétaires ont déjà déposé un dossier. Il n'y a donc, dans ce cas, rien à faire à ce sujet.

Pour les autres, par mesure d'uniformité, ces dossiers seront constitués par les soins de la Section des D.G. Vous aurez à lui adresser certains documents, d'ordre technique, nécessaires à l'établissement de ces dossiers, et qui, en principe, devront comprendre :

- a) un plan de situation de l'immeuble sinistré comportant la numérotation des bâtiments (avec leurs annexes).

b) un état descriptif de l'immeuble sinistré établi sur formule D.G.5, un par bâtiment (avec ses annexes), avec croquis. Il suffit de se conformer strictement aux indications de cet imprimé.

c) un devis estimatif des travaux de reconstruction ou de réparation qu'il serait nécessaire d'exécuter pour reconstituer l'immeuble tel qu'il se comportait avant le sinistre, à l'exclusion des améliorations qui auraient pu être apportées par les locataires, ainsi que des éléments ou aménagements somptuaires. Le devis estimatif est établi pour chaque bâtiment avec ses annexes et par nature de travail avec référence à la série de prix des Architectes homologuée et utilisée dans le département.

(La série de prix S.N.C.F. n'est pas admise pour l'établissement de ce document).

Il doit faire ressortir les mesures conservatoires prises pour éviter des dommages supplémentaires après le sinistre ou pour éviter l'aggravation des dégâts.

En cas de sinistres successifs, si des travaux de remise en état déjà effectués doivent être exécutés à nouveau, à la suite d'un sinistre ultérieur, ces nouveaux travaux sont à décompter à part.

d) un projet de reconstruction (plan d'ensemble - élévation, coupe et détail estimatif) ; la série de prix S.N.C.F. n'est également pas admise pour le détail estimatif. Ce document n'est à fournir que pour les immeubles totalement détruits ; il peut être remis séparément et postérieurement à l'envoi du dossier de dommages de guerre, envoi qu'il ne doit pas retarder.

Lorsqu'il ne s'agit que de simples réparations sans modifications, le sinistré produit lorsque les travaux sont terminés au moment du dépôt de la demande, non le devis estimatif, mais les mémoires, factures et notes d'honoraires.

D'ailleurs, pour chacun des immeubles intéressés, la Section des D.G. précisera au service local le détail des documents indispensables à fournir (ils peuvent, en effet, varier suivant les différents cas).

Permis de construire : Après la dépose du dossier et lorsque sera envisagée la remise en état de l'immeuble sinistré (mais seulement s'il s'agit de travaux autres que ceux de couverture et de vitrerie), vous aurez à solliciter le permis de construire dont la délivrance sera subordonnée à l'ordre de priorité résultant des directives du plan MONNET.

A cet effet, vous aurez, à ce moment, à réclamer à la Section des D.G. la formule de demande et le relevé des pièces à joindre à cette demande.

Ensuite, interviendra la délivrance du permis de construire.

Architectes : En principe, il n'est obligatoire de recourir à un architecte agréé, que lorsque les travaux dépassent la somme de 300 000 francs.

Bien que le Service du M.R.U. ne conteste pas la valeur de nos techniciens au point de vue bâtiment, il est indispensable qu'ils soient couverts par un architecte agréé et assermenté (personnalité officielle vers laquelle le M.R.U. peut, le cas échéant, se retourner).

En vue de réduire les dépenses et surtout les pertes de temps pour la fourniture de nos dossiers, le service du M.R.U. admet, à titre exceptionnel, pour la S.N.C.F., que les documents soient établis par les Chefs de district (ou agents analogues), mais vérifiés et certifiés par les architectes agréés et assermentés.

La mention à porter par ces architectes serait la suivante : "L'architecte agréé sous le n° et assermenté, après avoir pris connaissance des déclarations du sinistré, sur l'origine des dommages de guerre, a établi le présent devis qui comporte les travaux nécessaires à la réparation des dommages compatibles avec cette

origine, à l'exclusion de ceux correspondant à des dégâts techniquement imputables à une autre cause." Il appartiendra aux Chefs d'Arrondissement de faire le nécessaire dans le sens indiqué ci-dessus.

III - DEPCI DES DOSSIERS JUSTIFICATIFS DE DEPENSES

Un petit nombre d'anciens propriétaires d'immeubles ont déjà déposé un dossier. Il n'y a donc également rien à faire à ce sujet.

Toutefois, il est indiqué de s'assurer que ces justifications sont bien complètes et la section des D.G. s'en occupera après achèvement du travail visé aux § I et II ci-dessus.

Pour les autres immeubles, ces dossiers seront également constitués par la Section des D.G. à qui vous aurez à adresser les factures, mémoires, notes d'honoraires que vous pourriez avoir en votre possession, en provenance des anciens propriétaires.

A noter que le service du M.R.U. acceptera comme pièces justificatives les mémoires établis avec la série de prix S.N.C.F.

Pour les dépenses effectuées au moyen d'entreprises ou par la S.N.C.F. elle-même (main-d'œuvre, fournitures, transports, etc.) les pièces comptables seraient à demander à la Subdivision de la Comptabilité, mais pour celles-ci, le Service du M.R.U. a admis, à titre tout à fait exceptionnel pour la S.N.C.F. (comptabilité publique - vérification par des agents qualifiés) qu'un relevé de dépenses pourrait suffire, à condition toutefois, qu'il soit suffisamment détaillé, qu'il rappelle d'une façon explicite les pièces comptables elles-mêmes et qu'il soit certifié conforme aux écritures par le Chef de cette Subdivision.

Il est souhaitable de fournir la totalité de ces pièces à la Section des D.G. en un seul envoi.

En fin de travaux (y compris le règlement total des dépenses engagées), le service local en avisera la section des D.G. qui, après l'avoir noté, transmettra cet avis à la Subdivision de la Comptabilité qui aura alors à suivre le remboursement des sommes dues par l'Etat pour chacun de ces immeubles sinistrés.

A noter qu'aucune décision n'a été prise par le M.R.U. au sujet du montant provisoire de l'indemnité et qu'il faut attendre que cette décision intervienne. Le mandataire, qui en sera directement avisé, aura à tenir au courant la Section des D.G. et la Subdivision de la Comptabilité.

Avances - Acomptes - Règlement :

1°) Une demande d'avance est à faire dès qu'on est en mesure d'attaquer les travaux et, si ceux-ci figurent dans la tranche provisoire prévue dans le plan MONNET, une suite favorable sera donnée à cette demande.

2°) Des demandes d'acomptes (2 ou 3 au maximum, par immeuble) et de solde sont à présenter au fur et à mesure qu'on a utilisé les sommes précédemment allouées.

Vous aurez à demander à la Section des D.G. les imprimés nécessaires à ces demandes que vous établirez et adresserez à cette section en 2 exemplaires dont 1 sera transmis par ses soins à la Subdivision de la Comptabilité. Celle-ci, de son côté, aura à tenir les Chefs d'Arrondissement et la Section des D.G. au courant de chaque versement qui sera effectué par l'Etat (avec indication de l'immeuble auquel il se rapporte).

Enfin, en cas de retard anormal dans le remboursement, la Subdivision de la Comptabilité devra saisir la section des D.G. qui interviendra auprès du M.R.U.

**PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE RECONSTRUCTION DES LOGEMENTS TOTALEMENT DETRUIITS**

Annexe n° 3

Ancien n° 5

(Tranches S.N.C.F.)

Type de logements	Nombre de pièces	Prix de revient 1939	Nombre de logements exécutés	Dépenses (valeur 1939)
<u>Logement simple</u>				
A (99 m2 à étage)	4	} 212 000 + 195.000	15	3 052 500
P (83 m2 à étage)	4			
R (83 m2 à étage)	4			
<u>Logement double</u>				
		2 2.3.500.		
AA' (99 m2 à étage)	4	} 195 000 190.000.	38	7 220 000
PP' (83 m2 à étage)	4			
RR' (83 m2 à étage)	4			
			<u>Dépenses totales</u>	<u>10 272 500</u>

COMPARAISON AVEC DEPENSES COMPTABILISEES
RAMENEES A LA VALEUR 1939

Période d'exécution (semestres)	Coefficient de majoration	Dépenses comptabilisées	Dépenses valeur 1939
1946 2	6,13	6 361 000	1 040 000
1947 (1	6,38	7 533 320	1 180 000
(2	6,75	12 460 488	1 850 000
1948 (1	13,82	16 763 714	1 215 000
(2	14,48	32 549 828	2 250 000
1949 1	14,48	7 092 458	500 000
<u>Totaux</u>		<u>82 760 808</u>	<u>8 035 000</u>
A ajouter : dépenses (valeur 1939) imputées provisoirement à 114 003 (logements transitoires) voir annexe 4			2 017 000
<u>Total</u> :			<u>10 052 000</u> =====

La différence s'explique d'une façon analogue à celle concernant les logements réparables voir annexe 6).

**PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE RECONSTRUCTION DES LOGEMENTS TOTALEMENT DETRUIITS**

Annexe n° 3

(Tranches S.N.C.F.)

Type de logements	Nombre de pièces	Prix de revient 1939	Nombre de logements exécutés	Dépenses (valeur 1939)
<u>Logement simple</u>				
A (99 m2 à étage)	4	} 212 000	15	3 052 500
P (83 m2 à étage)	4			
R (83 m2 à étage)	4			
<u>Logement double</u>				
AA' (99 m2 à étage)	4	} 195 000	38	7 220 000
PP' (83 m2 à étage)	4			
RR' (83 m2 à étage)	4			
			<u>Dépenses totales</u>	<u>10 272 500</u> =====

COMPARAISON AVEC DEPENSES COMPTABILISEES
BASEES A LA VALEUR 1939

Période d'exécution (semestres)	Coefficient de majoration	Dépenses comptabilisées	Dépenses valeur 1939
1946 2	6,13	6 361 000	1 040 000
1947 { 1 2	6,38	7 533 320	1 180 000
	6,75	12 460 488	1 850 000
1948 { 1 2	13,82	16 763 714	1 215 000
	14,48	32 549 828	2 250 000
1949 1	14,48	7 692 458	500 000
<u>Totaux</u>		<u>82 760 808</u>	<u>8 035 000</u>
A ajouter : dépenses (valeur 1939) imputées provisoirement à 114 003 (logements transitoires) voir annexe 4			2 017 000
<u>Total :</u>			<u>10 052 000</u> =====

La différence s'explique d'une façon analogue à celle concernant les logements réparables voir annexe 6).

2
D

Annexe n° 5

PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE REMISE EN ETAT DES LOGEMENTS REPARABLES

RECAPITULATION GENERALE

% de destruction	Type de logements	Nombre de pièces	Isolé	Groupe de 2	Groupe de 3	Groupe de 4
15 %	Subalternes	4			34 500	28 000
	Subalternes	6		40 000		
	Fonctionnaires	6	27 000			
25 %	Subalternes	4	49 000	36 500	38 500	40 500
	Subalternes	5	40 000	43 000		
	Subalternes	6	46 500	46 500		
	Fonctionnaires	6	69 500			
50 %	Subalternes	4	67 000	72 500	57 000	64 750
	Subalternes	5	57 000	58 000	71 000	
	Subalternes	6	63 000	81 000		
	Fonctionnaires	6	77 500			
	Fonctionnaires	7	86 000			
90 %	Subalternes	4	80 000	76 000	78 000	84 750
	Subalternes	5	120 000	120 000	90 500	
	Subalternes	6	132 000	132 000		
	Fonctionnaires	7	185 000			

PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE REMISE EN ETAT DES LOGEMENTS REPARABLES

Annexe n° ²5

RECAPITULATION GENERALE

% de destruction	Type de logements	Nombre de pièces	Isolé	Groupe de 2	Groupe de 3	Groupe de 4
15 %	Subalternes	4			34 500	28 000
	Subalternes	6		40 000		
	Fonctionnaires	6	27 000			
25 %	Subalternes	4	49 000	36 500	38 500	40 500
	Subalternes	5	40 000	43 000		
	Subalternes	6	46 500	46 500		
	Fonctionnaires	6	69 500			
50 %	Subalternes	4	67 000	72 500	57 000	64 750
	Subalternes	5	57 000	58 000	71 000	
	Subalternes	6	63 000	81 000		
	Fonctionnaires	6	77 500			
	Fonctionnaires	7	86 000			
90 %	Subalternes	4	80 000	76 000	78 000	84 750
	Subalternes	5	120 000	120 000	90 500	
	Subalternes	6	132 000	132 000		
	Fonctionnaires	7	185 000			

**PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE RECONSTRUCTION DES LOGEMENTS TOTALEMENT DETRUIITS**

Annexe n° 5

(Tranches S.N.C.F.)

Type de logements	Nombre de pièces	Prix de revient 1939	Nombre de logements exécutés	Dépenses (valeur 1939)
<u>Logement simple</u>				
A (99 m2 à étage)	4	} 212 000	15	3 052 500
P (83 m2 à étage)	4			
R (83 m2 à étage)	4			
<u>Logement double</u>				
AA' (99 m2 à étage)	4	} 195 000	38	7 220 000
PP' (83 m2 à étage)	4			
RR' (83 m2 à étage)	4			
<u>Dépenses totales</u>				10 272 500

COMPARAISON AVEC DEPENSES COMPTABILISEES
RAMENEES A LA VALEUR 1939

Période d'exécution (semestres)	Coefficient de majoration	Dépenses comptabilisées	Dépenses valeur 1939
1946 2	6,13	6 361 000	1 040 000
1947 { 1	6,38	7 533 320	1 180 000
{ 2	6,75	12 460 488	1 850 000
1948 { 1	13,82	16 763 714	1 215 000
{ 2	14,48	32 549 828	2 250 000
1949 1	14,48	7 092 458	500 000
<u>Totaux</u>		<u>82 760 808</u>	<u>8 035 000</u>
Ajouter : dépenses (valeur 1939) imputées provisoirement à 114 003 (logements transitoires) voir annexe 4			2 017 000
<u>Total :</u>			<u>10 052 000</u> =====

La différence s'explique d'une façon analogue à celle concernant les logements réparables (voir annexe 6).

II

PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE RECONSTRUCTION DES LOGEMENTS TOTALEMENT DETRUIITS

Annexe n° 5

(Tranches S.N.C.F.)

Type de logements	Nombre de pièces	Prix de revient 1939	Nombre de logements exécutés	Dépenses (valeur 1939)
<u>Logement simple</u>				
A (99 m2 à étage)	4	} 212 000	15	3 052 500
P (83 m2 à étage)	4			
R (83 m2 à étage)	4			
<u>Logement double</u>				
AA' (99 m2 à étage)	4	} 195 000	38	7 220 000
PP' (83 m2 à étage)	4			
RR' (83 m2 à étage)	4			
<u>Dépenses totales</u>				<u>10 272 500</u>

COMPARAISON AVEC DEPENSES COMPTABILISEES
RAIENNEES A LA VALEUR 1939

Période d'exécution (semestres)	Coefficient de majoration	Dépenses comptabilisées	Dépenses valeur 1939
1946 2	6,13	6 361 000	1 040 000
1947 { 1	6,38	7 533 320	1 180 000
{ 2	6,75	12 460 488	1 850 000
1948 { 1	13,82	16 763 714	1 215 000
{ 2	14,48	32 549 828	2 250 000
1949 1	14,48	7 092 458	500 000
<u>Totaux</u>		<u>82 760 808</u>	<u>8 035 000</u>
à ajouter : dépenses (valeur 1939) imputées provisoirement à 114 003 (logements transitoires) voir annexe 4			2 017 000
		<u>Total :</u>	<u>10 052 000</u>

La différence s'explique d'une façon analogue à celle concernant les logements réparables (voir annexe 6).

PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE RECONSTRUCTION DES LOGEMENTS TOTALEMENT DETRUIITS

Annexe n° 5

(Tranches S.N.C.F.)

Type de logements	Nombre de pièces	Prix de revient 1939	Nombre de logements exécutés	Dépenses (valeur 1939)
<u>Logement simple</u>				
A (99 m2 à étage)	4	} 212 000	15	3 052 500
P (83 m2 à étage)	4			
R (83 m2 à étage)	4			
<u>Logement double</u>				
AA' (99 m2 à étage)	4	} 195 000	38	7 220 000
PP' (83 m2 à étage)	4			
RR' (83 m2 à étage)	4			
			<u>Dépenses totales</u>	<u>10 272 500</u>

COMPARAISON AVEC DEPENSES COMPTABILISEES
RAMENEES A LA VALEUR 1939

Période d'exécution (semestres)	Coefficient de majoration	Dépenses comptabilisées	Dépenses valeur 1939
1946 2	6,13	6 361 000	1 040 000
1947 { 1	6,38	7 533 320	1 180 000
{ 2	6,75	12 460 488	1 850 000
1948 { 1	13,82	16 763 714	1 215 000
{ 2	14,48	32 549 828	2 250 000
1949 1	14,48	7 092 458	500 000
<u>Totaux</u>		<u>82 760 808</u>	<u>8 035 000</u>
à ajouter : dépenses (valeur 1939) imputées provisoirement à 114 003 (logements transitoires) voir annexe 4			2 017 000
		<u>Total :</u>	<u>10 052 000</u> =====

La différence s'explique d'une façon analogue à celle concernant les logements réparables voir annexe 6).

**PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE RECONSTRUCTION DES LOGEMENTS TOTALEMENT DETRUIITS**

Annexe n° 5

(Tranches S.N.C.F.)

Type de logements	Nombre de pièces	Prix de revient 1939	Nombre de logements exécutés	Dépenses (valeur 1939)
<u>Logement simple</u>				
A (99 m2 à étage)	4	} 212 000	15	3 052 500
P (83 m2 à étage)	4			
R (83 m2 à étage)	4			
<u>Logement double</u>				
AA' (99 m2 à étage)	4	} 195 000	38	7 220 000
PP' (83 m2 à étage)	4			
RR' (83 m2 à étage)	4			
			<u>Dépenses totales</u>	<u>10 272 500</u>

COMPARAISON AVEC DEPENSES COMPTABILISEES
RAMENEES A LA VALEUR 1939

Période d'exécution (semestres)	Coefficient de majoration	Dépenses comptabilisées	Dépenses valeur 1939
1946 2	6,13	6 361 000	1 040 000
1947 { 1	6,38	7 533 320	1 180 000
{ 2	6,75	12 460 488	1 850 000
1948 { 1	13,82	16 763 714	1 215 000
{ 2	14,48	32 549 826	2 250 000
1949 1	14,48	7 092 458	500 000
<u>Totaux</u>		<u>82 760 808</u>	<u>8 035 000</u>
à ajouter : dépenses (valeur 1939) imputées provisoirement à 114 003 (logements transitoires) voir annexe 4			2 017 000
			<u>10 052 000</u> =====
			<u>Total :</u>

La différence s'explique d'une façon analogue à celle concernant les logements réparables voir annexe 6).

PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE RECONSTRUCTION DES LOGEMENTS TOTALEMENT DETRUIITS

Annexe n° 5

(Tranches S.N.C.F.)

Type de logements	Nombre de pièces	Prix de revient 1939	Nombre de logements exécutés	Dépenses (valeur 1939)
<u>Logement simple</u>				
A (99 m2 à étage)	4	212 000	15	3 052 500
P (83 m2 à étage)	4			
R (83 m2 à étage)	4			
<u>Logement double</u>				
AA' (99 m2 à étage)	4	195 000	38	7 220 000
PP' (83 m2 à étage)	4			
RR' (83 m2 à étage)	4			
<u>Dépenses totales</u>				10 272 500

COMPARAISON AVEC DEPENSES COMPTABILISEES
RAMENEES A LA VALEUR 1939

Période d'exécution (semestres)	Coefficient de majoration	Dépenses comptabilisées	Dépenses valeur 1939
1946 2	6,13	6 361 000	1 040 000
1947 { 1 2	6,38	7 533 320	1 180 000
	6,75	12 460 488	1 850 000
1948 { 1 2	13,82	16 763 714	1 215 000
	14,48	32 549 828	2 250 000
1949 1	14,48	7 092 458	500 000
<u>Totaux</u>		<u>82 760 808</u>	<u>8 035 000</u>
à ajouter : dépenses (valeur 1939) imputées provisoirement à 114 003 (logements transitoires) voir annexe 4			2 017 000
		<u>Total :</u>	<u>10 052 000</u>

différence s'explique d'une façon analogue à celle concernant les logements réparables voir annexe 6).

II

**PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE RECONSTRUCTION DES LOGEMENTS TOTALEMENT DETRUIITS**

Annexe n° 5

(Tranches S.N.C.F.)

Type de logements	Nombre de pièces	Prix de revient 1939	Nombre de logements exécutés	Dépenses (valeur 1939)
<u>Logement simple</u>				
A (99 m2 à étage)	4	} 212 000	15	3 052 500
P (83 m2 à étage)	4			
R (83 m2 à étage)	4			
<u>Logement double</u>				
AA' (99 m2 à étage)	4	} 195 000	38	7 220 000
PP' (83 m2 à étage)	4			
RR' (83 m2 à étage)	4			
<u>Dépenses totales</u>				<u>10 272 500</u>

COMPARAISON AVEC DEPENSES COMPTABILISEES
RAMENEES A LA VALEUR 1939

Période d'exécution (semestres)	Coefficient de majoration	Dépenses comptabilisées	Dépenses valeur 1939
1946 2	6,13	6 361 000	1 040 000
1947 { 1	6,38	7 533 320	1 180 000
{ 2	6,75	12 460 488	1 850 000
1948 { 1	13,82	16 763 714	1 215 000
{ 2	14,48	32 549 828	2 250 000
1949 1	14,48	7 092 458	500 000
<u>Totaux</u>		<u>82 760 808</u>	<u>8 035 000</u>
à ajouter : dépenses (valeur 1939) imputées provisoirement à 114 003 (logements transitoires) voir annexe 4			2 017 000
<u>Total :</u>			<u>10 052 000</u> =====

La différence s'explique d'une façon analogue à celle concernant les logements réparables
voir annexe 6).

**PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE RECONSTRUCTION DES LOGEMENTS TOTALEMENT DETRUIITS**

Annexe n° 5

(Tranches S.N.C.F.)

Type de logements	Nombre de pièces	Prix de revient 1939	Nombre de logements exécutés	Dépenses (valeur 1939)
<u>Logement simple</u>				
A (99 m2 à étage)	4	212 000	15	3 052 500
P (83 m2 à étage)	4			
R (83 m2 à étage)	4			
<u>Logement double</u>				
AA' (99 m2 à étage)	4	195 000	38	7 220 000
PP' (83 m2 à étage)	4			
RR' (83 m2 à étage)	4			
<u>Dépenses totales</u>				10 272 500

COMPARAISON AVEC DEPENSES COMPTABILISEES
RAMEEES A LA VALEUR 1939

Période d'exécution (semestres)	Coefficient de majoration	Dépenses comptabilisées	Dépenses valeur 1939
1946 2	6,13	6 361 000	1 040 000
1947 (1	6,38	7 533 320	1 180 000
(2	6,75	12 460 488	1 850 000
1948 (1	13,82	16 763 714	1 215 000
(2	14,48	32 549 828	2 250 000
1949 1	14,48	7 092 458	500 000
<u>Totaux</u>		<u>82 760 808</u>	<u>8 035 000</u>
à ajouter : dépenses (valeur 1939) imputées provisoirement à 114 003 (logements transitoires) voir annexe 4			2 017 000
		<u>Total :</u>	<u>10 052 000</u> =====

La différence s'explique d'une façon analogue à celle concernant les logements réparables
voir annexe 6).

**PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE RECONSTRUCTION DES LOGEMENTS TOTALEMENT DETRUIITS**

Annexe n° 5

(Tranches S.N.C.F.)

Type de logements	Nombre de pièces	Prix de revient 1939	Nombre de logements exécutés	Dépenses (valeur 1939)
<u>Logement simple</u>				
A (99 m2 à étage)	4	} 212 000	15	3 052 500
P (83 m2 à étage)	4			
R (83 m2 à étage)	4			
<u>Logement double</u>				
AA' (99 m2 à étage)	4	} 195 000	38	7 220 000
PP' (83 m2 à étage)	4			
RR' (83 m2 à étage)	4			
			<u>Dépenses totales</u>	<u>10 272 500</u>

COMPARAISON AVEC DEPENSES COMPTABILISEES
RAMEEES A LA VALEUR 1939

Période d'exécution (semestres)	Coefficient de majoration	Dépenses comptabilisées	Dépenses valeur 1939
1946 2	6,13	6 361 000	1 040 000
1947 { 1	6,38	7 533 320	1 180 000
{ 2	6,75	12 460 488	1 850 000
1948 { 1	13,82	16 763 714	1 215 000
{ 2	14,48	32 549 828	2 250 000
1949 1	14,48	7 092 458	500 000
<u>Totaux</u>		<u>82 760 808</u>	<u>8 035 000</u>
à ajouter : dépenses (valeur 1939) imputées provisoirement à 114 003 (logements transitoires) voir annexe 4			2 017 000
<u>Total :</u>			<u>10 052 000</u> =====

La différence s'explique d'une façon analogue à celle concernant les logements réparables voir annexe 6).

**PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE REMISE EN ETAT DES LOGEMENTS REPARABLES**

Annexe n° 5

I

RECAPITULATION GENERALE

% de destruction	Type de logements	Nombre de pièces	Isolé	Groupe de 2	Groupe de 3	Groupe de 4
15 %	Subalternes	4			34 500	28 000
	Subalternes	6		40 000		
	Fonctionnaires	6	27 000			
25 %	Subalternes	4	49 000	36 500	38 500	40 500
	Subalternes	5	40 000	43 000		
	Subalternes	6	46 500	46 500		
	Fonctionnaires	6	69 500			
50 %	Subalternes	4	67 000	72 500	57 000	64 750
	Subalternes	5	57 000	58 000	71 000	
	Subalternes	6	63 000	81 000		
	Fonctionnaires	6	77 500			
	Fonctionnaires	7	86 000			
90 %	Subalternes	4	80 000	76 000	78 000	84 750
	Subalternes	5	120 000	120 000	90 500	
	Subalternes	6	132 000	132 000		
	Fonctionnaires	7	185 000			

PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE REMISE EN ETAT DES LOGEMENTS REPARABLES

Annexe n° 2

RECAPITULATION GENERALE

% de destruction	Type de logements	Nombre de pièces	Isolé	Groupe de 2	Groupe de 3	Groupe de 4
15 %	Subalternes	4			34 500	28 000
	Subalternes	6		40 000		
	Fonctionnaires	6	27 000			
25 %	Subalternes	4	49 000	36 500	38 500	40 500
	Subalternes	5	40 000	43 000		
	Subalternes	6	46 500	46 500		
	Fonctionnaires	6	69 500			
50 %	Subalternes	4	67 000	72 500	57 000	64 750
	Subalternes	5	57 000	58 000	71 000	
	Subalternes	6	63 000	81 000		
	Fonctionnaires	6	77 500			
	Fonctionnaires	7	86 000			
90 %	Subalternes	4	80 000	76 000	78 000	84 750
	Subalternes	5	120 000	120 000	90 500	
	Subalternes	6	132 000	132 000		
	Fonctionnaires	7	185 000			

PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE REMISE EN ETAT DES LOGEMENTS REPARABLES

Annexe n° 2

II

RECAPITULATION GENERALE

% de destruction	Type de logements	Nombre de pièces	Isolé	Groupe de 2	Groupe de 3	Groupe de 4
15 %	Subalternes	4			34 500	28 000
	Subalternes	6		40 000		
	Fonctionnaires	6	27 000			
25 %	Subalternes	4	49 000	36 500	38 500	40 500
	Subalternes	5	40 000	43 000		
	Subalternes	6	46 500	46 500		
	Fonctionnaires	6	69 500			
50 %	Subalternes	4	67 000	72 500	57 000	64 750
	Subalternes	5	57 000	58 000	71 000	
	Subalternes	6	63 000	81 000		
	Fonctionnaires	6	77 500			
	Fonctionnaires	7	86 000			
90 %	Subalternes	4	80 000	76 000	78 000	84 750
	Subalternes	5	120 000	120 000	90 500	
	Subalternes	6	132 000	132 000		
	Fonctionnaires	7	185 000			

PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE REMISE EN ETAT DES LOGEMENTS REPARABLES

Annexe n° 2

RECAPITULATION GENERALE

% de destruction	Type de logements	Nombre de pièces	Isolé	Groupe de 2	Groupe de 3	Groupe de 4
15 %	Subalternes	4			34 500	28 000
	Subalternes	6		40 000		
	Fonctionnaires	6	27 000			
25 %	Subalternes	4	49 000	36 500	38 500	40 500
	Subalternes	5	40 000	43 000		
	Subalternes	6	46 500	46 500		
	Fonctionnaires	6	69 500			
50 %	Subalternes	4	67 000	72 500	57 000	64 750
	Subalternes	5	57 000	58 000	71 000	
	Subalternes	6	63 000	81 000		
	Fonctionnaires	6	77 500			
	Fonctionnaires	7	86 000			
90 %	Subalternes	4	80 000	76 000	78 000	84 750
	Subalternes	5	120 000	120 000	90 500	
	Subalternes	6	132 000	132 000		
	Fonctionnaires	7	185 000			

PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE REMISE EN ETAT DES LOGEMENTS REPARABLES

Annexe n° 2

RECAPITULATION GENERALE

% de destruction	Type de logements	Nombre de pièces	Isolé	Groupe de 2	Groupes de 3	Groupe de 4
15%	Subalternes	4			34 500	28 000
	Subalternes	6		40 000		
	Fonctionnaires	6	27 000			
25 %	Subalternes	4	49 000	36 500	38 500	40 500
	Subalternes	5	40 000	43 000		
	Subalternes	6	46 500	46 500		
	Fonctionnaires	6	69 500			
50 %	Subalternes	4	67 000	72 500	57 000	64 750
	Subalternes	5	57 000	58 000	71 000	
	Subalternes	6	63 000	81 000		
	Fonctionnaires	6	77 500			
	Fonctionnaires	7	86 000			
90 %	Subalternes	4	80 000	76 000	78 000	84 750
	Subalternes	5	120 000	120 000	90 500	
	Subalternes	6	132 000	132 000		
	Fonctionnaires	7	185 000			

PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE REMISE EN ETAT DES LOGEMENTS REPARABLES

Annexe n° 2

II

RECAPITULATION GENERALE

% de destruction	Type de logements	Nombre de pièces	Isolé	Groupe de 2	Groupe de 3	Groupe de 4
15 %	Subalternes	4			34 500	28 000
	Subalternes	6		40 000		
	Fonctionnaires	6	27 000			
25 %	Subalternes	4	49 000	36 500	38 500	40 500
	Subalternes	5	40 000	43 000		
	Subalternes	6	46 500	46 500		
	Fonctionnaires	6	69 500			
50 %	Subalternes	4	67 000	72 500	57 000	64 750
	Subalternes	5	57 000	58 000	71 000	
	Subalternes	6	63 000	81 000		
	Fonctionnaires	6	77 500			
	Fonctionnaires	7	86 000			
90 %	Subalternes	4	80 000	76 000	78 000	84 750
	Subalternes	5	120 000	120 000	90 500	
	Subalternes	6	132 000	132 000		
	Fonctionnaires	7	185 000			

PRIX DE REVIENT UNITAIRES
DE REMISE EN ETAT DES LOGEMENTS REPARABLES

Annexe n° 2

II

RECAPITULATION GENERALE

% de destruction	Type de logements	Nombre de pièces	Isolé	Groupe de 2	Groupe de 3	Groupe de 4
15 %	Subalternes	4			34 500	28 000
	Subalternes	6		40 000		
	Fonctionnaires	6	27 000			
25 %	Subalternes	4	49 000	36 500	38 500	40 500
	Subalternes	5	40 000	43 000		
	Subalternes	6	46 500	46 500		
	Fonctionnaires	6	69 500			
50 %	Subalternes	4	67 000	72 500	57 000	64 750
	Subalternes	5	57 000	58 000	71 000	
	Subalternes	6	63 000	81 000		
	Fonctionnaires	6	77 500			
	Fonctionnaires	7	86 000			
90 %	Subalternes	4	80 000	76 000	78 000	84 750
	Subalternes	5	120 000	120 000	90 500	
	Subalternes	6	132 000	132 000		
	Fonctionnaires	7	185 000			

TABLEAU DE COMPARAISON
DES DEPENSES EVALUEES EN VALEUR 1939
ET D'APPLICATION DES PRIX DE REVIENT
POUR LES LOGEMENTS REPARABLES

Dépenses de remise en état valeur 1939	Application des prix de revient valeur 1939
<p style="text-align: center;"><u>35 723 000</u></p> <p style="text-align: center;">(annexe 4)</p>	<p style="text-align: center;"><u>32 141 500</u></p> <p style="text-align: center;">(annexe 2)</p>
<p>La valeur 1939 a été obtenue en appliquant les coefficients de majoration admis, semestre par semestre, aux dépenses comptabilisées au compte de réparation des logements.</p>	<p>Les prix de revient, valeur 1939, ont été établis par relevé des dépenses figurant aux pièces comptables, concernant chaque logement-témoin ; c'est-à-dire dépenses réelles.</p>
<p>Il s'agit de coefficients moyens utilisés quelle que soit la spécialité de travaux.</p>	<p>La valeur 1939 prise pour base résulte de l'application des prix de série 1939, sans majoration ni rabais.</p>
<p>Les résultats obtenus ne sont donc que très approximatifs, les variations de prix n'étant pas uniformes, pendant la même période, pour tous les fascicules de la série des prix.</p>	<p>Ces prix de revient ont été appliqués aux logements similaires ayant le même coefficient de destruction estimé d'après les constats.</p>
<p>Les majorations appliquées sur les pièces comptables sont parfois très différentes de ces coefficients.</p>	<p>On conçoit que si les prix de revient sont exacts pour les logements-témoins, l'application à d'autres logements, dont le % de destruction peut varier de plus de 20 %, par rapport à celui du logement-témoin, donne des résultats très approximatifs.</p>
	<p>Il faudrait donc arrondir, assez largement, les prix de revient ainsi calculés, ou revoir le classement des logements par pourcentage de destruction qui, forcément, est entaché d'inexactitude.</p>

TABLEAU DE COMPARAISON
DES DÉPENSES ÉVALUÉES EN VALEUR 1939
ET D'APPLICATION DES PRIX DE REVIENT
POUR LES LOGEMENTS RÉPARABLES

Dépenses de remise en état valeur 1939	Application des prix de revient valeur 1939
<p style="text-align: center;"><u>35 723 000</u></p> <p style="text-align: center;">(annexe 4)</p> <p>La valeur 1939 a été obtenue en appliquant les coefficients de majoration admis, semestre par semestre, aux dépenses comptabilisées au compte de réparation des logements.</p> <p>Il s'agit de coefficients moyens utilisés quelle que soit la spécialité de travaux.</p> <p>Les résultats obtenus ne sont donc que très approximatifs, les variations de prix n'étant pas uniformes, pendant la même période, pour tous les fascicules de la série des prix.</p> <p>Les majorations appliquées sur les pièces comptables sont parfois très différentes de ces coefficients.</p>	<p style="text-align: center;"><u>32 141 500</u></p> <p style="text-align: center;">(annexe 2)</p> <p>Les prix de revient, valeur 1939, ont été établis par relevé des dépenses figurant aux pièces comptables, concernant chaque logement-témoin ; c'est-à-dire dépenses réelles.</p> <p>La valeur 1939 prise pour base résulte de l'application des prix de série 1939, sans majoration ni rabais.</p> <p>Ces prix de revient ont été appliqués aux logements similaires ayant le même coefficient de destruction estimé d'après les constats.</p> <p>On conçoit que si les prix de revient sont exacts pour les logements-témoins, l'application à d'autres logements, dont le % de destruction peut varier de plus de 20 %, par rapport à celui du logement-témoin, donne des résultats très approximatifs.</p> <p>Il faudrait donc arrondir, assez largement, les prix de revient ainsi calculés, ou revoir le classement des logements par pourcentage de destruction qui, forcément, est entaché d'inexactitude.</p>

TABLEAU DE COMPARAISON
DES DEPENSES EVALUEES EN VALEUR 1939
ET D'APPLICATION DES PRIX DE REVIENT
POUR LES LOGEMENTS REPARABLES

Dépenses de remise en état valeur 1939	Application des prix de revient valeur 1939
<p style="text-align: center;"><u>35 723 000</u></p> <p style="text-align: center;">(annexe 4)</p> <p>La valeur 1939 a été obtenue en appliquant les coefficients de majoration admis, semestre par semestre, aux dépenses comptabilisées au compte de réparation des logements.</p> <p>Il s'agit de coefficients moyens utilisés quelle que soit la spécialité de travaux.</p> <p>Les résultats obtenus ne sont donc que très approximatifs, les variations de prix n'étant pas uniformes, pendant la même période, pour tous les fascicules de la série des prix.</p> <p>Les majorations appliquées sur les pièces comptables sont parfois très différentes de ces coefficients.</p>	<p style="text-align: center;"><u>32 141 500</u></p> <p style="text-align: center;">* (annexe 2)</p> <p>Les prix de revient, valeur 1939, ont été établis par relevé des dépenses figurant aux pièces comptables, concernant chaque logement-témoin ; c'est-à-dire dépenses réelles.</p> <p>La valeur 1939 prise pour base résulte de l'application des prix de série 1939, sans majoration ni rabais.</p> <p>Ces prix de revient ont été appliqués aux logements similaires ayant le même coefficient de destruction estimé d'après les constats.</p> <p>On conçoit que si les prix de revient sont exacts pour les logements-témoins, l'application à d'autres logements, dont le % de destruction peut varier de plus de 20 %, par rapport à celui du logement-témoin, donne des résultats très approximatifs.</p> <p>Il faudrait donc arrondir, assez largement, les prix de revient ainsi calculés, ou revoir le classement des logements par pourcentage de destruction qui, forcément, est entaché d'inexactitude.</p>

TABLEAU DE COMPARAISON
DES DEPENSES EVALUEES EN VALEUR 1939
ET D'APPLICATION DES PRIX DE REVIENT
POUR LES LOGEMENTS REPARABLES

Dépenses de remise en état valeur 1939	Application des prix de revient valeur 1939
<u>35 723 000</u> (annexe 4) La valeur 1939 a été obtenue en appliquant les coefficients de majoration admis, semestre par semestre, aux dépenses comptabilisées au compte de réparation des logements. Il s'agit de coefficients moyens utilisés quelle que soit la spécialité de travaux. Les résultats obtenus ne sont donc que très approximatifs, les variations de prix n'étant pas uniformes, pendant la même période, pour tous les fascicules de la série des prix. Les majorations appliquées sur les pièces comptables sont parfois très différentes de ces coefficients.	<u>32 141 500</u> (annexe 2) Les prix de revient, valeur 1939, ont été établis par relevé des dépenses figurant aux pièces comptables, concernant chaque logement-témoin ; c'est-à-dire dépenses réelles. La valeur 1939 prise pour base résulte de l'application des prix de série 1939, sans majoration ni rabais. Ces prix de revient ont été appliqués aux logements similaires ayant le même coefficient de destruction estimé d'après les constats. On conçoit que si les prix de revient sont exacts pour les logements-témoins, l'application à d'autres logements, dont le % de destruction peut varier de plus de 20 %, par rapport à celui du logement-témoin, donne des résultats très approximatifs. Il faudrait donc arrondir, assez largement, les prix de revient ainsi calculés, ou revoir le classement des logements par pourcentage de destruction qui, forcément, est entaché d'inexactitude.

TABLEAU DE COMPARAISON
DES DEPENSES EVALUEES EN VALEUR 1939
ET D'APPLICATION DES PRIX DE REVIENT
POUR LES LOGEMENTS REPARABLES

Dépenses
de remise en état
valeur 1939

35 723 000

(annexe 4)

La valeur 1939 a été obtenue en appliquant les coefficients de majoration admis, semestre par semestre, aux dépenses comptabilisées au compte de réparation des logements.

Il s'agit de coefficients moyens utilisés quelle que soit la spécialité de travaux.

Les résultats obtenus ne sont donc que très approximatifs, les variations de prix n'étant pas uniformes, pendant la même période, pour tous les fascicules de la série des prix.

Les majorations appliquées sur les pièces comptables sont parfois très différentes de ces coefficients.

Application
des prix de revient
valeur 1939

32 141 500

(annexe 2)

Les prix de revient, valeur 1939, ont été établis par relevé des dépenses figurant aux pièces comptables, concernant chaque logement-témoin ; c'est-à-dire dépenses réelles.

La valeur 1939 prise pour base résulte de l'application des prix de série 1939, sans majoration ni rabais.

Ces prix de revient ont été appliqués aux logements similaires ayant le même coefficient de destruction estimé d'après les constats.

On conçoit que si les prix de revient sont exacts pour les logements-témoins, l'application à d'autres logements, dont le % de destruction peut varier de plus de 20 %, par rapport à celui du logement-témoin, donne des résultats très approximatifs.

Il faudrait donc arrondir, assez largement, les prix de revient ainsi calculés, ou revoir le classement des logements par pourcentage de destruction qui, forcément, est entaché d'inexactitude.

**TABEAU DE COMPARAISON
DES DEPENSES EVALUEES EN VALEUR 1939
ET D'APPLICATION DES PRIX DE REVIENT
POUR LES LOGEMENTS REPARABLES**

Dépenses de remise en état valeur 1939	Application des prix de revient valeur 1939
<p style="text-align: center;"><u>35 723 000</u></p> <p style="text-align: center;">(annexe 4)</p> <p>La valeur 1939 a été obtenue en appliquant les coefficients de majoration admis, semestre par semestre, aux dépenses comptabilisées au compte de réparation des logements.</p> <p>Il s'agit de coefficients moyens utilisés quelle que soit la spécialité de travaux.</p> <p>Les résultats obtenus ne sont donc que très approximatifs, les variations de prix n'étant pas uniformes, pendant la même période, pour tous les fascicules de la série des prix.</p> <p>Les majorations appliquées sur les pièces comptables sont parfois très différentes de ces coefficients.</p>	<p style="text-align: center;"><u>32 141 500</u></p> <p style="text-align: center;">(annexe 2)</p> <p>Les prix de revient, valeur 1939, ont été établis par relevé des dépenses figurant aux pièces comptables, concernant chaque logement-témoin ; c'est-à-dire dépenses réelles.</p> <p>La valeur 1939 prise pour base résulte de l'application des prix de série 1939, sans majoration ni rebais.</p> <p>Ces prix de revient ont été appliqués aux logements similaires ayant le même coefficient de destruction estimé d'après les constats.</p> <p>On conçoit que si les prix de revient sont exacts pour les logements-témoins, l'application à d'autres logements, dont le % de destruction peut varier de plus de 20 %, par rapport à celui du logement-témoin, donne des résultats très approximatifs.</p> <p>Il faudrait donc arrondir, assez largement, les prix de revient ainsi calculés, ou revoir le classement des logements par pourcentage de destruction qui, forcément, est entaché d'inexactitude.</p>

TABLEAU DE COMPARAISON
DES DEPENSES EVALUEES EN VALEUR 1939
ET D'APPLICATION DES PRIX DE REVIENT
POUR LES LOGEMENTS REPARABLES

Dépenses de remise en état valeur 1939	Application des prix de revient valeur 1939
<u>35 723 000</u> (annexe 4)	<u>32 141 500</u> (annexe 2)
<p>La valeur 1939 a été obtenue en appliquant les coefficients de majoration admis, semestre par semestre, aux dépenses comptabilisées au compte de réparation des logements.</p> <p>Il s'agit de coefficients moyens utilisés quelle que soit la spécialité des travaux.</p> <p>Les résultats obtenus ne sont donc que très approximatifs, les variations de prix n'étant pas uniformes, pendant la même période, pour tous les fascicules de la série des prix.</p> <p>Les majorations appliquées sur les pièces comptables sont parfois très différentes de ces coefficients.</p>	<p>Les prix de revient, valeur 1939, ont été établis par relevé des dépenses figurant aux pièces comptables, concernant chaque logement-témoin ; c'est-à-dire dépenses réelles.</p> <p>La valeur 1939 prise pour base résulte de l'application des prix de série 1939, sans majoration ni rabais.</p> <p>Ces prix de revient ont été appliqués aux logements similaires ayant le même coefficient de destruction estimé d'après les constats.</p> <p>On conçoit que si les prix de revient sont exacts pour les logements-témoins, l'application à d'autres logements, dont le % de destruction peut varier de plus de 20 %, par rapport à celui du logement-témoin, donne des résultats très approximatifs.</p> <p>Il faudrait donc arrondir, assez largement, les prix de revient ainsi calculés, ou revoir le classement des logements par pourcentage de destruction qui, forcément, est entaché d'inexactitude.</p>

**TABLERAU DE COMPARAISON
DES DEPENSES EVALUEES EN VALEUR 1939
ET D'APPLICATION DES PRIX DE REVIENT
POUR LES LOGEMENTS REPARABLES**

Dépenses de remise en état valeur 1939	Application des prix de revient valeur 1939
<p style="text-align: center;"><u>35 723 000</u></p> <p style="text-align: center;">(annexe 4)</p> <p>La valeur 1939 a été obtenue en appliquant les coefficients de majoration admis, semestre par semestre, aux dépenses comptabilisées au compte de réparation des logements.</p> <p>Il s'agit de coefficients moyens utilisés quelle que soit la spécialité de travaux.</p> <p>Les résultats obtenus ne sont donc que très approximatifs, les variations de prix n'étant pas uniformes, pendant la même période, pour tous les fascicules de la série des prix.</p> <p>Les majorations appliquées sur les pièces comptables sont parfois très différentes de ces coefficients.</p>	<p style="text-align: center;"><u>32 141 500</u></p> <p style="text-align: center;">(annexe 2)</p> <p>Les prix de revient, valeur 1939, ont été établis par relevé des dépenses figurant aux pièces comptables, concernant chaque logement-témoin ; c'est-à-dire dépenses réelles.</p> <p>La valeur 1939 prise pour base résulte de l'application des prix de série 1939, sans majoration ni rabais.</p> <p>Ces prix de revient ont été appliqués aux logements similaires ayant le même coefficient de destruction estimé d'après les constats.</p> <p>On conçoit que si les prix de revient sont exacts pour les logements-témoins, l'application à d'autres logements, dont le % de destruction peut varier de plus de 20 %, par rapport à celui du logement-témoin, donne des résultats très approximatifs.</p> <p>Il faudrait donc arrondir, assez largement, les prix de revient ainsi calculés, ou revoir le classement des logements par pourcentage de destruction qui, forcément, est entaché d'inexactitude.</p>

**TABEAU DE COMPARAISON
DES DEPENSES EVALUEES EN VALEUR 1939
ET D'APPLICATION DES PRIX DE REVIENT
POUR LES LOGEMENTS REPARABLES**

Dépenses de remise en état valeur 1939	Application des prix de revient valeur 1939
<p style="text-align: center;"><u>35 723 000</u></p> <p style="text-align: center;">(annexe 4)</p>	<p style="text-align: center;"><u>32 141 500</u></p> <p style="text-align: center;">(annexe 2)</p>
<p>La valeur 1939 a été obtenue en appliquant les coefficients de majoration admis, semestre par semestre, aux dépenses comptabilisées au compte de réparation des logements.</p> <p>Il s'agit de coefficients moyens utilisés quelle que soit la spécialité de travaux.</p> <p>Les résultats obtenus ne sont donc que très approximatifs, les variations de prix n'étant pas uniformes, pendant la même période, pour tous les fascicules de la série des prix.</p> <p>Les majorations appliquées sur les pièces comptables sont parfois très différentes de ces coefficients.</p>	<p>Les prix de revient, valeur 1939, ont été établis par relevé des dépenses figurant aux pièces comptables, concernant chaque logement-témoin ; c'est-à-dire dépenses réelles.</p> <p>La valeur 1939 prise pour base résulte de l'application des prix de série 1939, sans majoration ni rabais.</p> <p>Ces prix de revient ont été appliqués aux logements similaires ayant le même coefficient de destruction estimé d'après les constats.</p> <p>On conçoit que si les prix de revient sont exacts pour les logements-témoins, l'application à d'autres logements, dont le % de destruction peut varier de plus de 20 %, par rapport à celui du logement-témoin, donne des résultats très approximatifs.</p> <p>Il faudrait donc arrondir, assez largement, les prix de revient ainsi calculés, ou revoir le classement des logements par pourcentage de destruction qui, forcément, est entaché d'inexactitude.</p>

Il y a des pièces dans le
dossier

Déclarations de Ministre
Seine, en une Déclaration au
M. R. H. (faite) -

et dans le D^r
Déclaration après des
autres Régions.

—
et D. G.

Compétence du 23. 6. 48

Paris, le 21 Mai 1947.

MINUTE

Domages de
Guerre

Immeubles minis-
trés acquis par
la S.N.C.F.

Monsieur les Chefs
d'Arrondissements
de CHAUMONT

Note du 31 Mars 1947,

Documents nécessaire à la constitution
de dossiers à déposer au M.R.U. .

Bien que la date limite soit dépassée
je n'ai, à ce jour, encore reçu aucun
dossier complet.

Je vous prie de hâter l'envoi de ces
renseignements qui tiennent le travail
de la section des D.G.

Le Chef de la Subdivision
des Travaux et Approvisionnements



Copie

Paris, le 21 Mai 1947.

Domages de
Guerre

Immeubles sinis-
trés acquis par
la S.N.C.F.

Monsieur les Chefs d'Arron-
dissements
de CHAUMONT;

Note du 31 Mars 1947,

Documents nécessaire à la constitution
de dossiers à déposer au M.R.U. .

Bien que la date limite soit dépassée
je n'ai, à ce jour, encore reçu aucun
dossier complet.

Je vous prie de hâter l'envoi de ces
renseignements qui tiennent le travail
de la section des D.G.

*Le Chef de la Subdivision
des Travaux et Approvisionnements*



Copie à M. ISTRIA. (M. FOCKEU)



28 MAI 1947

D

ET/F

AMIENS, le 29 MAI 1947

Monsieur ISTRIA,
Chef de la Division des Appro-
visionnements,
à PARIS

VB.N. va2

~~Objet: voir document annexé mentionné sur note~~
Dommages de guerre

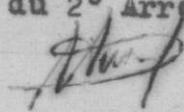
~~Objet: voir document annexé mentionné sur note~~
Immeubles sinistrés
acquis par la S.N.C.F.

Suite à votre note du 21 Mai
dernier relative à la circulaire de Monsieur
DEMAUX du 31 Mars 1947 concernant les
dommages de guerre afférents aux immeubles
sinistrés acquis à l'amiable.

Je vous informe que l'envoi de
ces renseignements a été fait le 12 Mai
dernier en double exemplaire à la Division
de l'Entretien et que le 22 courant 7
déclarations de sinistre vous ont été
envoyées, d'autre part, vous recevrez sous
peu les fiches concernant ces immeubles.

30 MAI 1947

L'Ingénieur de la Voie,
/ Chef du 2° Arrondt,



Paris, le 21 Mai 1947.

Domages de
Guerre

Immeubles sinis-
trés acquis par
la S.N.C.F.

Monsieur FLAUW

Note du 31 Mars 1947,

Documents nécessaire à la constitution
de dossiers à déposer au M.R.U. .

Bien que la date limite soit dépassée
je n'ai, à ce jour, encore reçu aucun
dossier complet.

Je vous prie de hâter l'envoi de ces
renseignements qui tiennent le travail
de la section des D.G.

Le Chef de la Subdivision
des Travaux et Approvisionnements

Orsao, le 23/5/47

Monsieur Istria,

J'ai répondu le 2 courant à vos
communications du 17 avril concernant les
immeubles des 39 quai d'Alger et rue d'Alger à Alger
en précisant que les propriétaires ne voulaient plus les vendre.
Pour l'immeuble 32 rue du 1er Novembre, vous m'avez retourné
le 7 courant pour renseignements complémentaires et
je réclame à nouveau la réponse de moi, Le Local (relève des dépenses
affinées à la réparation des D.G.)

27 MAI 1947

D

1/2000000 de 10 1016

VB Nias/A

Boulogne, le 24 Mai 1947

Sommaire de
général :

Immeubles sinistrés
acquis par la S.N.C.F.

Monsieur Istria
Chef de la Subd^{re} des
Travaux et Approuv^{ts}
Paris

- 1 -

Suite à votre Note ci-jointe, en
retour, du 21 courant. -

Je vous ai adressé, les 14 et 17
courant, divers dossiers relatifs aux
immeubles acquis par la S.N.C.F.
dans mon Arrondissement. -

Je vous adresserai par un
prochain courrier les 2 dossiers concer-
nant les immeubles ci-après désignés :

Ostreau - 228, Rue du Bic 2

Calais - 201, Rue des 4 Coins. -

23 MAI 1947

D

Le Chef d'Arrondissement

M. M. M.

Paris, le 21 Mai 1947.

Domages de
Guerre

Immeubles sinis-
trés acquis par
la S.N.C.F.

Monsieur GRAFF

Note du 31 Mars 1947,

Documents nécessaires à la constitution
de dossiers à déposer au M.R.U. .

Bien que la date limite soit dépassée,
je n'ai, à ce jour, encore reçu aucun
dossier complet.

Je vous prie de hâter l'envoi de ces
renseignements qui tiennent le travail
de la section des D.G.

Le Chef de la Subdivision
des Travaux et Approvisionnements



Documents de
guerre

Paris, le 16. 5. 47

Ensemble révisé
reçu par la
S. R. C. F.

Mme C. A.

1
2
3
4
5
6
7

* de Charmant

Note du 31 mars 1947

Documents ~~de~~ remis à
la constitution de Doms
à déposer au M. R. D.
Puis que la date limite est

de passer, je n'ai, à ce jour, encore
reçu aucun domo complet

Je vous prie de hâter l'envoi
de ces renseignements ~~qui~~
tiennent le travail de la
section des P. G. ~~est~~
~~...~~

Dhy

Copie à M. L. (M. Forten)

31 Mars 1947

Dommages de guerre
afférents aux im-
meubles sinistrés
acquis à l'amiable

MM. les Chefs d'Arrondissements

M. De CHAUMONT - M. WARNIEZ

M. ROUSSEL

M. VASSEUR

M. ISTRIA

Vous trouverez, ci-joint, une copie de la note du 30/1/47 de Monsieur le Secrétaire général adjoint de la S.N.C.F. à Monsieur le Directeur de la Région du NORD, qui donne les directions d'ordre général en vue de la récupération des dommages de guerre afférents aux immeubles sinistrés acquis à l'amiable.

La Section des Dommages de guerre a établi les états ci-annexés de
immeubles sinistrés acquis depuis 1939 :

- 1°) de la Compagnie du Nord.
- 2°) d'autres propriétaires.

Voulez-vous, après examen de ces états, me confirmer qu'ils sont bien exacts et complets et, dans le cas contraire, me les retourner rectifiés et complétés.

Le délai de forclusion expirant le 30 Juin 1947, nous devons d'abord parer au plus pressé, c'est-à-dire nous occuper immédiatement des déclarations de sinistres, ensuite déposer les dossiers de dommages de guerre (demande de participation financière de l'Etat) et enfin, pour les immeubles réparés, constitution et dépôt des dossiers justificatifs de dépenses.

Mandataire : Le mandataire de la S.N.C.F. sera le Chef d'Arrondissement V.B. (ou le Chef de l'Inspection des Bâtiments à PARIS) ayant l'immeuble intéressé dans son Service. A cet effet, un pouvoir devra être délivré par le conseil d'Administration de la S.N.C.F.

- 1 - DECLARATIONS DE SINISTRES.

Parmi les anciens propriétaires, quelques-uns ont déjà fait une déclaration de sinistre ou déposé un dossier de dommages de guerre (ce qui rend une déclaration de sinistre inutile).

La Section des D.G. se rapproche des délégués départementaux du M.R.U. en vue d'être renseignée à ce sujet. Ensuite, elle établira elle-même et enverra après signature du mandataire, aux délégués départementaux du M.R.U., les déclarations de sinistres restant à fournir.

- 11 - DEPOT DES DOSSIERS DE DOMMAGES DE GUERRE
(demande de participation financière de l'Etat)

Pour un petit nombre des immeubles acquis, les anciens propriétaires ont déjà déposé un dossier. Il n'y a donc, dans ce cas, rien à faire à ce sujet.

Pour les autres, par mesure d'uniformité, ces dossiers seront constitués par les soins de la Section des D.G. Vous aurez à lui adresser certains documents, d'ordre technique, nécessaires à l'établissement de ces dossiers, et qui en principe, devront comprendre :

a) un plan de situation de l'immeuble sinistré comportant la numérotation des bâtiments (avec leurs annexes).

b) un état descriptif de l'immeuble sinistré établi sur formule D.G.5 , un par bâtiment (avec ses annexes)), avec croquis. Il suffit de se conformer strictement aux indications de cet imprimé.

c) un devis estimatif des travaux de reconstruction ou de réparation qu'il serait nécessaire d'exécuter pour reconstituer l'immeuble tel qu'il se comportait avant le sinistre, à l'exclusion des améliorations qui auraient pu être apportées par les locataires, ainsi que des éléments ou aménagements somptuaires. Le devis estimatif est établi pour chaque bâtiment avec ses annexes et par nature de travail avec référence à la série de prix des Architectes homologuée et utilisée dans le département.

(la série de prix S.N.C.F. n'est pas admise pour l'établissement de ce document.)

Il doit faire ressortir les mesures conservatoires prises pour éviter des dommages supplémentaires après le sinistre ou pour éviter l'aggravation des dégâts.

En cas de sinistres successifs, si des travaux de remise en état déjà effectués doivent être exécutés à nouveau, à la suite d'un sinistre ultérieur, ces nouveaux travaux sont à décompter à part.

d) un projet de reconstruction (plan d'ensemble - élévation, coupe) et détail estimatif) la série de prix S.N.C.F. n'est également pas admise pour le détail estimatif. Ce document n'est à fournir que pour les immeubles totalement détruits; il peut être remis séparément et postérieurement à l'envoi du dossier de dommages de guerre, envoi qu'il ne doit pas retarder.

Lorsqu'il ne s'agit que de simples réparations sans modifications, le sinistré produit lorsque les travaux sont terminés au moment du dépôt de la demande, non le devis estimatif, mais les mémoires, factures et notes d'honoraires.

D'ailleurs, pour chacun des immeubles intéressés, la Section des D.G. précisera au service local le détail des documents indispensables à fournir (ils peuvent, en effet, varier suivant les différents cas).

Permis de construire : Après la dépose du dossier et lorsque sera envisagée la remise en état de l'immeuble sinistré (mais seulement, s'il s'agit de travaux autres que ceux de couverture et de vitrerie) vous aurez à solliciter le permis de construire dont la délivrance sera subordonnée à l'ordre de priorité résultant des directives du plan MONNET.

A cet effet, vous aurez, à ce moment, à réclamer à la Section des D.G. la formule de demande et le relevé des pièces à joindre à cette demande.

Ensuite, interviendra la délivrance du permis de construire.

Architectes : En principe, il n'est obligatoire de recourir à un architecte agréé, que lorsque les travaux dépassent la somme de 300.000 francs.

Bien que le Service du M.R.U. ne constate pas la valeur de nos techniciens au point de vue bâtiments, il est indispensable qu'ils soient couverts par un architecte agréé et assermenté (personnalité officielle ~~sursis~~ vers laquelle la M.R.U. peut, le cas échéant, se retourner).

En vue de réduire les dépenses et surtout les pertes de temps pour la fourniture de nos dossiers, le service du M.R.U. admet, à titre exceptionnel, pour la S.N.C.F., que les documents soient établis par les Chefs de district (ou agent analogues), mais vérifiés et certifiés par les architectes agréés et assermentés.

La mention à porter par ces architectes serait la suivante : "L'architecte agréé sous le n° et assermenté, après avoir pris connaissance des déclarations du sinistré, sur l'origine des dommages de guerre à établir le présent devis qui comporte les travaux nécessaires à la réparation des dommages compatibles avec cette origine, à l'exclusion de ceux correspondant à des dégâts techniquement imputables à une autre cause ". Il appartiendra aux Chefs d'Arrondissement de faire le nécessaire dans le sens indiqué ci-dessus.

-:- 111 -:- DEPOSE DES DOSSIERS JUSTIFICATIFS DE
DEPENSES.

Un petit nombre d'anciens propriétaires d'immeubles ont déjà déposé un dossier. Il n'y a donc également rien à faire à ce sujet.

Toutefois, il est indiqué de s'assurer que ces justifications sont bien complètes et la section des D.G. s'en occupera après achèvement du travail visé aux § 1 et 11 ci-dessus.

Pour les autres immeubles, ces dossiers seront également constitués par la Section des D.G. à qui vous aurez à adresser les factures, mémoires, notes d'honoraires que vous pourriez avoir en votre possession en provenance des anciens propriétaires.

A noter que le service du M.R.U. acceptera comme pièces justificatives les mémoires établis avec la série de prix S.N.C.F.

Pour les dépenses effectuées au moyen d'entreprises ou par la S.N.C.F. elle-même (main-d'oeuvre, fournitures, transports, etc) les pièces comptables ~~à demander~~ seraient à demander à la Subdivision de la Comptabilité, mais pour celles-ci, le Service du M.R.U. a admis, à titre tout à fait exceptionnel pour la S.N.C.F., (comptabilité publique - vérification par des agents qualifiés) qu'un relevé de dépenses pourrait suffire, à condition toutefois, qu'il soit suffisamment détaillé, qu'il rappelle d'une façon explicite les pièces comptables elles-mêmes et qu'il soit certifié conforme aux écritures par le Chef de cette Subdivision.

Il est souhaitable de fournir la totalité de ces pièces à la Section des D.G. en un seul envoi.

En fin de travaux (y compris le règlement total des dépenses engagées), le service local en avisera la section des D.G. qui, après l'avoir noté, transmettra cet avis à la Subdivision de la Comptabilité qui aura alors à suivre le remboursement des sommes dues par l'Etat pour chacun de ces immeubles sinistrés.

A noter qu'aucune décision n'a été prise par le M.R.U. au sujet du montant provisoire de l'indemnité et qu'il faut attendre que cette décision intervienne. Le mandataire, qui en sera directement avisé, aura à tenir au courant la Section des D.G. et la Subdivision de la Comptabilité.

Avances - acomptes - Règlement :

1°) Une demande d'avance est à faire dès qu'on est en mesure d'attaquer les travaux et, si ceux-ci figurent dans la tranche provisoire prévue dans le plan MONNET, une suite favorable sera donnée à cette demande.

2°) Des demandes d'acomptes (2 ou 3 au maximum, par immeuble) et de solde sont à présenter au fur à mesure qu'on a utilisé les sommes précédemment allouées.

Vous aurez à demander à la Section des D.G. les imprimés nécessaires à ces demandes que vous établirez et adresserez à cette section en 2 exemplaires dont 1 sera transmis par ses soins à la Subdivision de la Comptabilité. Celle-ci, de son côté, aura à tenir les Chefs d'Arrondissement et la Section des D.G. au courant de chaque versement qui sera effectuée par l'Etat (avec indication de l'immeuble auquel il se rapporte).

Enfin, en cas de retard anormal dans le remboursement, la Subdivision de la Comptabilité devra saisir la section des D.G. qui interviendra auprès des M.R.U.

Remarques diverses : En plus des précisions mentionnées ci-dessus et définissant le rôle imparti aux Chef d'Arrondissement et agents locaux V.B., à la Section des D.G. et à la Subdivision de la Comptabilité, j'attire votre attention sur ce que la date du 1er juillet prochain est absolument impérative et qu'en conséquence, pour permettre à la Section des D.G. d'examiner et de préparer l'envoi au M.R.U? en temps utiles, il est absolument indispensable :

a) de fournir les documents demandés le plus vite possible en étalant, au besoin, la fourniture des documents pour les quelques districts les plus chargés par cette affaire, sur la période allant jusqu'au 15 mai prochain.

b) que les derniers documents destinés à la confection des dossiers parviennent pour le 15 mai, date limite, à la section des Dommages de guerre.

Je désire que chaque Chef d'Arrondissement fasse suivre cette question, par l'un de ses adjoints qui sera personnellement responsable de l'envoi en temps voulu, des renseignements et documents demandés. D'autre part, à titre documentaire, je vous adresse copie :

a) d'un plan de situation, avec numérotation de bâtiments (avec leurs annexes).

b) d'un état descriptif

c) d'un détail estimatif

dont vous pourrez vous inspirer pour l'établissement de ceux que vous aurez à fournir.

Dommages de Guerre
afférents aux im-
meubles sinistrés
acquis à l'amiable

Monsieur le Directeur de la Région du Nord,

Il y a lieu de ne pas perdre de vue que la S.N.C.F. doit récupérer les dommages de guerre afférents aux immeubles sinistrés acquis à l'amiable.

Il conviendrait donc de s'assurer que les déclarations de sinistrés ont été régulièrement faites par les précédents propriétaires pour toutes les acquisitions de l'espèce et que les dossiers ont été déposés.

Dans le cas contraire, ces formalités devraient être remplies avant le 1er Juillet 1947, date de la forclusion édictée par l'arrêté ministériel du 31 Octobre 1946.

D'autre part, pour les immeubles réparés depuis leur acquisition, il y aura lieu d'établir les pièces administratives et techniques d'usage et de les faire parvenir au délégué départemental de la Reconstruction.

L'accomplissement de ces formalités constituera une mesure conservatoire pour le cas où les dispositions spéciales qui seront édictées pour la reconstitution ferroviaire ne seraient pas applicables aux acquisitions dont il s'agit.

Je vous serais obligé de bien vouloir me confirmer que le nécessaire a été fait.

Ee. Secrétaire Général Adjoint
"Illisible"

5/3/42

Les notes dont il est fait
état dans la réponse ci-jointe
ont été communiquées à
M. Jotun pour être jointes
au dossier de réponse à
M. le Directeur

VB/N

PARIS, le 18 Mars 1947

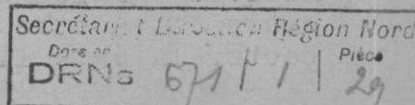
JEL 20 MARS 1947

Dommages de guerre

Immeubles sinistrés
acquis à l'amiable

Monsieur le Directeur,

Dossier en retour.



Il est bien exact qu'avant la note du 30.I.47, rien n'a été fait, étant donné que les directives en notre possession prescrivait cette abstention.

En effet, la lettre du 7.6.43 et celle du 29.10.43 du Service des I.F. à M.le Chef du Service V.B. prescrivait, d'une façon générale,
l'une : d'attendre de nouvelles directives avant de présenter les dossiers de dommages de guerre au M.R.U.,
l'autre : de s'abstenir de présenter des réclamations ou des estimations de dommages au M.R.U.

Du point de vue plus particulier des immeubles sinistrés acquis à l'amiable par la S.N.C.F. il faut mentionner :

1°) la lettre du 1.2.46 du service des I.F. au Chef du Service V.B., qui stipule qu'il n'y a pas lieu de fournir de déclarations, ni de constituer de dossiers pour les immeubles acquis de particuliers sinistrés.

2°) la lettre du 12.4.46 (du même service au même destinataire) qui rappelle de surseoir à la déclaration de sinistré pour les logements sinistrés acquis de particuliers.

3°) la lettre du 19.7.46 de M.le Secrétaire Général adjoint au Chef du Service V.B. qui précise qu'il n'y a pas lieu de faire de déclaration pour les immeubles dont il s'agit.

Il convient, cependant, d'observer que lors des acquisitions (réalisées au cours des deux dernières années et même antérieurement) les services départementaux ou le M.R.U. ont été tenus au courant, par le seul fait de l'autorisation de cession qu'ils avaient à délivrer, autorisation sans laquelle la cession de l'immeuble et des dommages y attachés n'aurait pu intervenir.

La section des D.G. a été tenue au courant par les soins du service du Domaine mais elle n'a pas vérifié si les déclarations avaient bien été déposées car le résultat de cette vérification nous aurait amenés par voie de conséquence, en cas de non déclaration du précédent propriétaire à déposer une déclaration au nom de la S.N.C.F. (nouveau propriétaire) ce qui lui était interdit par les instructions rappelées ci-dessus.

.../...

Enfin, en ce qui concerne l'établissement des pièces administratives et techniques pour la constitution des dossiers de Dommages de guerre, il est exact que pour la presque totalité des cas qui nous occupent, ces documents n'ont pas été créés (abstention également motivée par les directives en notre possession). Ce travail est en cours et va être poussé, aussi rapidement que possible afin de respecter la date limite du 30 Juin 1947.

Le Chef de Service
de la Vale et des Bâtiments

Alman

DIRECTION REGIONALE NORD

VB

26 MARS 1947

Vogelbacher
33/13
Q

Je suis très édifié de cette réponse. Les instructions de 1946 ne nous empêchaient nullement de supposer que les actuaraires de ministres avaient été régulièrement faits parties précédents propriétaires et l'intérêt de cette même consigne était évident. ~~Le~~ Le service a manqué évidemment de prudence.

28 MARS

D
H

Il y a lieu en effet de procéder d'urgence aux opérations prescrites par la lettre du 30/1/47 du SGAT

1°) inspection des actuaraires, de ministres de forces parties précédentes propriétaires - de la maison et de pour une directrice avant le 1/7/47

2°) en cas de reparations ~~des~~ en un an HRS (D.D.) des pièces administratives et techniques d'usage

Le Directeur

H
20/3

20/3
M. G. G. G.
cl
B

Dommages de guerre

Immeubles sinistrés

acquis à l'amiable

Monsieur le Directeur,

MINUTE

Dossier en retour.

Il est bien exact qu'avant la note du 30.1.47, rien n'a été fait, étant donné que les directives en notre possession prescrivait cette abstention.

En effet, la lettre du 7.6.43 et celle du 29.10.43 du Service des I.F. à M.le Chef du Service V.B. prescrivait, d'une façon générale,

l'une : d'attendre de nouvelles directives avant de présenter les dossiers de dommages de guerre au M.R.U.,
l'autre : de s'abstenir de présenter des réclamations ou des estimations de dommages au M.R.U.

Du point de vue plus particulier des immeubles sinistrés acquis à l'amiable par la S.N.C.F. il faut mentionner :

1°) la lettre du 1.2.46 du service des I.F. au Chef du Service V.B., qui stipule qu'il n'y a pas lieu de fournir de déclarations, ni de constituer de dossiers pour les immeubles acquis de particuliers sinistrés.

2°) la lettre du 12.4.46 (du même service au même destinataire) qui rappelle de surseoir à la déclaration de sinistré pour les logements sinistrés acquis de particuliers.

3°) la lettre du 19.7.46 de M.le Secrétaire Général adjoint au Chef du Service V.B. qui précise qu'il n'y a pas lieu de faire de déclaration pour les immeubles dont il s'agit.

Il convient, cependant, d'observer que lors des acquisitions (réalisées au cours des deux dernières années et même antérieurement) les services départementaux ou le M.R.U. ont été tenus au courant, par le seul fait de l'autorisation de cession qu'ils avaient à délivrer, autorisation sans laquelle la cession de l'immeuble et des dommages y attachés n'aurait pu intervenir.

La section des D.G. a été tenue au courant par les soins du service du Domaine mais elle n'a pas vérifié si les déclarations avaient bien été déposées car le résultat de cette vérification nous aurait amenés par voie de conséquence, en cas de non déclaration du précédent propriétaire à déposer une déclaration au nom de la S.N.C.F. (nouveau propriétaire) ce qui lui était interdit par les instructions rappelées ci-dessus.

.../...

ISTRIA (M. FOCKE)

PARIS, le 18 Mars 1947

Dommages de guerre

Immeubles sinistrés
acquis à l'amiable

Monsieur le Directeur,

Copie

Dossier en retour.

Il est bien exact qu'avant la note du 30.1.47, rien n'a été fait, étant donné que les directives en notre possession prescrivait cette abstention.

En effet, la lettre du 7.6.43 et celle du 29.10.43 du Service des I.F. à M.le Chef du Service V.B. prescrivait, d'une façon générale,

l'une : d'attendre de nouvelles directives avant de présenter les dossiers de dommages de guerre au M.R.U.,
l'autre : de s'abstenir de présenter des réclamations ou des estimations de dommages au M.R.U.

Du point de vue plus particulier des immeubles sinistrés acquis à l'amiable par la S.N.C.F. il faut mentionner :

1^o) la lettre du 1.2.46 du service des I.F. au Chef du Service V.B., qui stipule qu'il n'y a pas lieu de fournir de déclarations, ni de constituer de dossiers pour les immeubles acquis de particuliers sinistrés.

2^o) la lettre du 12.4.46 (du même service au même destinataire) qui rappelle de surseoir à la déclaration de sinistré pour les logements sinistrés acquis de particuliers.

3^o) la lettre du 19.7.46 de M.le Secrétaire Général adjoint au Chef du Service V.B. qui précise qu'il n'y a pas lieu de faire de déclaration pour les immeubles dont il s'agit.

Il convient, cependant, d'observer que lors des acquisitions (réalisées au cours des deux dernières années et même antérieurement) les services départementaux ou le M.R.U. ont été tenus au courant, par le seul fait de l'autorisation de cession qu'ils avaient à délivrer, autorisation sans laquelle la cession de l'immeuble et des dommages y attachait n'aurait pu intervenir.

La section des D.G. a été tenue au courant par les soins du service du Domaine mais elle n'a pas vérifié si les déclarations avaient bien été déposées car le résultat de cette vérification nous aurait amenés par voie de conséquence, en cas de non déclaration du précédent propriétaire à déposer une déclaration au nom de la S.N.C.F. (nouveau propriétaire) ce qui lui était interdit par les instructions rappelées ci-dessus.

.../...

ISTRIA (M. FOCKEU)

Dommages de guerre

Immeubles sinistrés
acquis à l'amiable

Monsieur le Directeur,

Copie

Dossier en retour.

Il est bien exact qu'avant la note du 30.1.47, rien n'a été fait, étant donné que les directives en notre possession prescrivait cette abstention.

En effet, la lettre du 7.6.43 et celle du 29.10.43 du Service des I.F. à M.le Chef du Service V.B. prescrivaient, d'une façon générale,

l'une : d'attendre de nouvelles directives avant de présenter les dossiers de dommages de guerre au M.R.U.,

l'autre : de s'abstenir de présenter des réclamations ou des estimations de dommages au M.R.U.

Du point de vue plus particulier des immeubles sinistrés acquis à l'amiable par la S.N.C.F. il faut mentionner :

1°) la lettre du 1.2.46 du service des I.F. au Chef du Service V.B., qui stipule qu'il n'y a pas lieu de fournir de déclarations ni de constituer de dossiers pour les immeubles acquis de particuliers sinistrés.

2°) la lettre du 12.4.46 (du même service au même destinataire) qui rappelle de surseoir à la déclaration de sinistré pour les logements sinistrés acquis de particuliers.

3°) la lettre du 19.7.46 de M.le Secrétaire Général adjoint au Chef du Service V.B. qui précise qu'il n'y a pas lieu de faire de déclaration pour les immeubles dont il s'agit.

Il convient, cependant, d'observer que lors des acquisitions (réalisées au cours des deux dernières années et même antérieurement) les services départementaux ou le M.R.U. ont été tenus au courant, par le seul fait de l'autorisation de cession qu'ils avaient à délivrer, autorisation sans laquelle la cession de l'immeuble et des dommages y attachés n'aurait pu intervenir.

La section des D.G. a été tenue au courant par les soins du service du Domaine mais elle n'a pas vérifié si les déclarations avaient bien été déposées car le résultat de cette vérification nous aurait amenés par voie de conséquence, en cas de non déclaration du précédent propriétaire à déposer une déclaration au nom de la S.N.C.F. (nouveau propriétaire) ce qui lui était interdit par les instructions rappelées ci-dessus.

Enfin, en ce qui concerne l'établissement des pièces administratives et techniques pour la constitution des dossiers de Dommages de guerre, il est exact que pour la presque totalité des cas qui nous occupent, ces documents n'ont pas été créés (abstention également motivée par les directives en notre possession). Ce travail est en cours et va être poussé, aussi rapidement que possible afin de respecter la date limite du 30 Juin 1947.

Le Chef de Service

"Jemary"

COPIE à MM. VASSEUR

ISTRIA (M. FOCKEU)

Le Chef de la Subdivision
des Travaux et Appréciations

14/3/42

Memorandum La Direction

Il est bien évident que jusqu'ici rien n'a été fait
étant donné que les directives en notre possession
nous prouvaient cette abstention
En effet, la lettre du 1.6.43

et celle du 29.10.43

des services de l'F. a M. le Chef du Service V B
^{l'uniforme} ~~passivement~~ ^{et une} d'attente de nouvelles directives,
avant de présenter des services de D. G. au Service des M. B. ;
l'autre : a résolu de présenter des recommandations ou des
estimations de dommages au M. R. V

En fait de vue plus particulière des nombreux services
acquis à l'annule par la S. A. C. F., il faut mentionner

1) la lettre du 4.2.46 du Service de l'F. a M. le Chef du Service V B
qui stipule qu'il n'y a pas lieu de faire de déclarations au
de considérer la somme pour les nombreux particuliers mentionnés

2) — du 12.4.46 —
qui rappelle de nouveau à la déclaration de services pour les
tagements nombreux acquis à l'annule

3) — du 19.7.46 — de M. le Ministre Juralet adressée à
M. le Chef du Service V B qui précise qu'il n'y a pas lieu de
faire de déclarations pour les nombreux dont il s'agit

D'autre part, lors des acquisitions (régulières) au cours des
2 dernières années, ^{et même antérieurement} ~~il n'y a pas eu~~ de service de l'annule
a, d'un fait, avant le M. R. V de prolongement de
prolongement et d'autre part tenu au moment de
cette acquisition, la section des D. G. celle-ci n'a
pu être a aucun renouvellement que les déclarations
avaient bien été déposées, car le fait de cette acquisition
nous aurait annulé, par voie de conséquence, sans
de nos déclarations au Service Juralet pendant l'acquisition
une déclaration au nom de la S. A. C. F. (annule)
ce qui était interdit par les règlements

Enfin on a qui concurre l'établissement de juries,
administrateurs et bourgeois pour la constitution de juries,
de dommages de guerre, ~~et~~ ~~est~~ ~~avant~~ il est vrai
qui, pour la fréquentation de, ces juries, nous offre,
aux communes n'ont pas été établis (pour
absolument également unites par les ~~administrateurs~~
seulement un autre ~~propos~~). Le travail a été
en vue d'organisation et de être fourni avec
rapidement qui double

Copie à M. L. L. L.
(cc. F. F. F.)

M. Guillaume

Ce projet (au verso) paraît bon que nous
n'avons rien fait jusqu'au 30. 1. 42 et que
nous sommes.

La lecture du document comporte 2 points

I Vérification que les principaux propriétaires ont fait
des déclarations de vintages. Dans la négative, faire
remplir ces formalités avant le 17. 42

J suppose que lorsque nous avons écrit au cours
des 2 derniers années, nous avons effectué inutilement
l'envoi que les déclarations avaient été déposées.

II Etablissement des puis, sondages et administrateurs
pour l'exécution des réparations, à envoyer au
délégué départemental par notre commission
Ceci a été été aussi au bureau de point
et est à faire rapidement

Revoir cette affaire

"Hébert"

8/3/42

M. Fortin
Revoir à préparer
d'urgence l'envoi
avec le dossier
13/3 "J. Lemaire"

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

RÉGION DU NORD - VOIE ET BATIMENTS - 18, RUE DE DUNKERQUE PARIS-10°

Tél. TRUdaine 99-40 et 97-90

R. C. Seine 276.448 B

PARIS le 7 Mars 19 47

DR/N

*Copie de la
Minute de
réponse préparée
par le Directeur*

Monsieur le Secrétaire
Général Adjoint,

Par lettre "Domaine" du 30/I/47
vous avez donné les directives que
nous attendions sur la procédure à
suivre afin que la S.N.C.F. puisse
récupérer les dommages afférents
aux immeubles sinistrés acquis à
l'amiable.

J'ai l'honneur de vous confir-
mer que nous avons pris bonne note
de vos instructions et que les for-
malités prescrites, actuellement en
cours, seront terminées en temps
voulu.

Le Directeur :

12 Mar 47

Write an invitation to NCF
78, me & Suzanne

78, rue de la Cour

To Mr. J. H. Bowerman

Mein zuvoriger

Fructi 73.000
(va uvelatani)

M. laubneri on

major taken for 3 of summer's major

1. Exant que la date de formation du 1.7.47 ne concerne que Sularatines Tunsting

da 1.7.47 re concerne que

Secularization' must be

mais autant qui semble, faire
différence. Bonus par cette date
(mais pas impératif pour ça pas
forclusion)

dispos Bonus has not yet

(mai fa impuial puzin fa
forlunoi)

fortunoi)

2. *Membr. ovirostratus* nebul. par Esch.
par 2 camps reglement
par 2 elements, agit comme
un particulier.

has some moments

From fragments, a few common

con 'particolari' 6

SÉCRETARIAT GÉNÉRAL

le 30 JANVIER 1947

Domaine

Copie

Monsieur le Directeur de la Région du Nord,

Il y a lieu de ne pas perdre de vue que la S.N.C.F. doit récupérer les dommages de guerre afférents aux immeubles sinistrés acquis à l'amiable.

Il conviendrait donc de s'assurer que les déclarations de sinistre ont été régulièrement faites par les précédents propriétaires pour toutes les acquisitions de l'espèce et que les dossiers ont été déposés.

Dans le cas contraire, ces formalités devraient être remplies avant le 1er Juillet 1947, date de la forclusion édictée par l'arrêté ministériel du 31 Décembre 1946.

D'autre part, pour les immeubles réparés depuis leur acquisition, il y aura lieu d'établir les pièces administratives et techniques d'usage et de les faire parvenir au délégué départemental de la Reconstruction.

L'accomplissement de ces formalités constituera une mesure de conservation pour le cas où les dispositions spéciales qui seront édictées pour la reconstitution ferroviaire ne seraient pas applicables aux acquisitions dont il s'agit.

Je vous serais obligé de bien vouloir me confirmer que le nécessaire a été fait.

Le Secrétaire Général Adjoint :

"....."

Il y a lieu de me l'avoir perdu et voir que la S. N. C. F.
pour rembourser les D. J. afférents aux immeubles
meubles acquis à l'annuaire.

Il conviendrait donc de s'assurer que les déclarations
des membres ont été régulièrement faites, par les membres
présentés pour toute la durée de l'assemblée
et que les données ont été vérifiées.

Dans le cas contraire, ces formalités devraient être
remplies avant le 1^{er} juillet 1947, date de l'annulation
déclarée par l'arrêté ministériel du 21/12/46.
D'autre part pour les innombrables réparations de
acquisition, il y aura lieu d'étudier les possibilités
administratives et techniques d'usage et de les faire
parvenir au service départemental de
Reconstruction.

l'accomplissement de ces formalités constituera une
nouvelle consommation pour le cas où les dépenses
spéciales qui auront été faites pour la reconstruction
seraient en quelque sorte affluables aux autres
bénéficiaires dudit édifice.

J'ai déjà fait des recommandations.

J'ai déjà fait des recommandations.

J'ai donc pour
à vous de faire le meilleur rapport

H. C. Covert

一、二、三、四、五、六、七、八、九、十、十一、十二、十三、十四、十五、十六、十七、十八、十九、二十、二十一、二十二、二十三、二十四、二十五、二十六、二十七、二十八、二十九、三十、三十一、三十二、三十三、三十四、三十五、三十六、三十七、三十八、三十九、四十、四十一、四十二、四十三、四十四、四十五、四十六、四十七、四十八、四十九、五十、五十一、五十二、五十三、五十四、五十五、五十六、五十七、五十八、五十九、六十、六十一、六十二、六十三、六十四、六十五、六十六、六十七、六十八、六十九、七十、七十一、七十二、七十三、七十四、七十五、七十六、七十七、七十八、七十九、八十、八十一、八十二、八十三、八十四、八十五、八十六、八十七、八十八、八十九、九十、九十一、九十二、九十三、九十四、九十五、九十六、九十七、九十八、九十九、一百。

2000年1月

A. fuchsiana

Veuillez à m. Digne pour l'examen
avec le V. M. et la vision de D. S.
à bien être venue de toutes les augmentations
correspondant directs aux augmentations de
de préface en suite réformé à M.

[illegible]

April

Messieurs

Messieurs le Recteur, le Directeur

D.R.N.

Dommage de guerre
afférent aux immeubles
aux meubles
à l'annuaire

Mette à votre lettre du 30 Janvier
dernier relative à l'affaire n° 1
en marge

Juge à présent, rien n'a été fait
étant donné que les ^{mesures} ~~mesures~~ en cette
fonction nous prescrivent cette abstention.

Les instructions sont données pour attendre
le suite ce travail de façon si le pouvoir
autrement de façon à respecter la loi qui
nous est imputée et qui a été de 10 Juillet
1947 par les déclarations de nos et de
depuis le service de dommage de guerre

Copie n° de la Clf. du n° 1 B

M. GUILLAUME,

Ce projet (au verso) paraît dire que nous n'avons rien fait jusqu'au 30/1/47, ce qui m'étonne. La lettre du Domaine comporte deux points:

- 1/ Vérification que les précédents propriétaires ont fait des déclarations de sinistres. Dans la négative, faire remplir ces formalités avant le 1/7/47. Je suppose que lorsque nous avons acheté au cours des deux dernières années, nous avons effectivement vérifié que les déclarations avaient été déposées....
- 2/ Etablissement des pièces techniques et administratives pour l'exécution des réparations, à envoyer au délégué départemental par mesure ^{conjurative} conjurative. Ceci a dû être omis en beaucoup de points et est à faire rapidement.

Revoir cette affaire.

"HEBERT" 8/3/47

*M. Tockan
Réponse à l'inspecteur
J. ingénieur à l'heure avec
M. Tockan
18/3*

*4/3/47
A. Gervais
Gulka*

Dommages de guerre + 147
Remboursement à l'amiable

Immeubles sinistrés
acquis à l'amiable

Donner en retour

Après avoir la note du 20/1/47

Il est bien exact ~~que, jusqu'ici, rien n'a été~~
fait, et que donner aux directeurs en votre
possession prescrirait cette abstention.

En effet, la lettre du 7. 6. 43
et celle du 29. 10. 43
du service de l'I. F. à M. le Chef du Service V.B.
prescrivaient, d'une façon générale, l'une :
d'attendre les nouvelles directives avant de
présenter les dossiers de dommages de guerre
au M. R. U.; l'autre : de s'abstenir de
présenter des réclamations ou des estimations
de dommages au M. R. U.

On pourra de plus préciser des immeubles
sinistrés acquis à l'amiable par la S.N.C.F.,
il faut mentionner :

- 1) la lettre du 1. 2. 46 du service de l'I. F. au
~~chef~~ du service V.B., qui stipule qu'il
n'y a pas lieu de fournir de déclarations,
ni de constituer de dossiers pour les immeubles
acquis de particuliers sinistrés
- 2) la lettre du 12. 4. 46 (du même service au
même destinataire) qui rappelle de surcroît
à la déclaration de sinistre pour les
logements sinistrés acquis de particuliers.
- 3) la lettre du 19. 7. 46 de M. le Secrétaire
général adjoint au chef du service V.B.
qui précise qu'il n'y a pas lieu de faire
de déclarations pour les immeubles dont il
s'agit.

Il convient, cependant, d'insister sur

I - d'autre part, lors des acquisitions (réalisées
au cours des deux dernières années, et même
antérieurement) les services des ^{des services} ~~domaniaux~~, et
d'une part, avec du M. R. U. du changement
de propriétaire, ont été tenus au courant, par le seul fait
d'autre part, tenu au courant de ces acquisitions.
La section des D. G. H. ~~elle~~ ^{elle} a pas procédé
à la vérification ^{vérification} des déclarations avaient
bien été déposées par les anciens propriétaires
car le résultat de cette vérification nous
aurait amenés par voie de conséquence, en
cas de non déclaration du précédent propriétaire
à déposer une déclaration au nom de la
S.N.C.F. (nouveau propriétaire), ce qui était
interdit par les instructions rappelées ci-
dessus

V.T. J.V.T.

M. Vasseur
à M. le
ministre de la

de l'administration,
de ces deux
agences à déléguer,
circulaires, sans
laquelle la section
de l'immobilier et des
dommages y attachés
n'aurait pu intervenir.

Il a été tenu au
courant par les
services du Service
des Domaines,
mais

Enfin, en ce qui concerne l'établissement des pièces administratives et techniques pour la constitution des dossiers de Douanages de guerre, il est exact que pour la presque totalité des cas qui nous occupent ces documents n'ont pas été créés (absolument également motivés par les directives en notre possession). Ce travail est en cours d'organisation et va être fait aussi rapidement que possible afin de respecter la date limite du 30 juil 1947.

Le Chef du Bureau V B

[Signature]

[Signature]

Tant que possible
finir dans
les semaines
des notes visées

14/3

Exemplaire supplémentaire à retourner au Service de la Voie et des Bâtiments, après signature et, s'il y a lieu, en indiquant à l'encre rouge les modifications, additions et suppressions qui auraient été apportées.

Paris, le

98

Pièce destinée à M. LANGE
Inspecteur Divisionnaire
Service de la Voie et des Bâtiments
18, rue de Dunkerque - PARIS

24 MARS 1947

Monsieur le Secrétaire général adjoint

DR/NS 671/1

Par lettre "Domaine" du 30/1/47 vous avez donné les directives sur la procédure à suivre afin que le S.N.C.F. puisse récupérer les dommages afférents aux immeubles sinistrés acquis à l'amiable.

J'ai l'honneur de vous confirmer que nous avons pris bonne note de vos instructions et que les formalités prescrites, actuellement en cours, seront terminées en temps voulu.

Le Directeur,

Signé : HÉBERT

Copie à retourner à V.B.

PARIS, le 7 Mars 1947

DR/N

DKN 641/1

Copie

Monsieur le Secrétaire Général Adj^t.

Par lettre "Domaine" du 30/1/47 vous avez donné les directives que nous attendions sur la procédure à suivre afin que la S.N.C.F. puisse récupérer les dommages afférents aux immeubles sinistrés acquis à l'amiable.

J'ai l'honneur de vous confirmer que nous avons pris bonne note de vos instructions et que les formalités prescrites, actuellement en cours, seront terminées en temps voulu.

Le Directeur :

DR/N

Minute

file 7/3

Mar 1947

Monsieur le Secrétaire général adjoint

Par lettre "Domaine" du 30/1/47

vous avez donné les directives que
nous attendions sur la procédure
à suivre afin que la SNCF
puisse récupérer les dommages
afférents aux immeubles sinistrés
acquis à l'amiable.

J'ai l'honneur de vous confirmer
que nous avons pris bonne note de
vos instructions et que les formalités
prescrites, ^{actuellement} ~~sont~~ ~~en~~ en cours, et sont
terminées en temps voulu.

Le Directeur,

[Signature]

15 AVR 1947

AVRIL 1947

COPIE pour M. ISTRIA

15 AVR.

D (Rendu à l'Etat)
#

Monsieur le Directeur,

V.B.N. 42Donnages
de guerre

A l'occasion de l'envoi à M. BOIVIN-CHAMPEAUX des renseignements relatifs aux immeubles pris en location par la S.N.C.F. pour le logement de fonctionnaires et agents, vous avez fait observer qu'il convenait de hâter le dépôt au V.B.U. des dossiers de dommages de guerre, le nécessaire devant être terminé pour le 1er juillet 1947.

Je crois devoir vous préciser, pour éviter toute confusion, que l'arrêté du 31 décembre 1946 du ministre des travaux publics, des transports et de la reconstruction, pris en exécution de l'article 36 de la loi du 28 octobre 1946, prévoit qu'à peine de forclusion les personnes qui entendent bénéficier de la dite loi doivent avoir formulé avant le 1er juillet 1947 une déclaration ou une demande d'indemnité.

Le dépôt pour cette date du dossier n'est donc pas indispensable, dès l'instant que le propriétaire a souscrit, dans ce délai, une déclaration de sinistre.

Nous n'en faisons pas moins le nécessaire pour que les mémoires de travaux exécutés par la S.N.C.F. pour le compte de propriétaires particuliers soient adressés à ces derniers dès que la Comptabilité V.B. est à même d'arrêter définitivement les comptes les concernant.

Le Chef du Service V.B.

Signé : DEMAUX

POUR COPIE CONFORME
15 AVR 1947
P. LE CHEF DU SECRÉTARIAT V.B.

E. A.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION
& DE L'URBANISME

Paris, le 11 Janvier 1946

67, rue de Lille
PARIS

DJ/ 48.619

Objet : Déclaration par la S.N.C.F.
des sinistrés ayant atteint
ses biens

Monsieur le Directeur Général

Références : Votre lettre du 22/12/45
D - 9313 - 0

J'ai l'honneur de vous confirmer que la reconstitution de l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers des entreprises de chemin de fer d'intérêt général doit faire l'objet de dispositions spéciales prévues par l'article 3, alinéa 2, de l'acte dit loi du 28 Octobre 1942.

La S.N.C.F. ne saurait, en conséquence, se voir opposer la forclusion édictée, pour les entreprises industrielles et commerciales, par l'article 24 de la loi précitée, ni à celle instituée par l'arrêté du 20 Octobre 1945, relative aux formalités de constitution des dossiers en matière d'immeubles d'habitation.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération distinguée.

P/Le Commissaire Général aux
dommages de guerre

P/Le Chargé de mission faisant
fonctions, le Directeur des Affaires
Juridiques

...

Monsieur le Directeur Général
de la S.N.C.F.
88, rue St-Lazare, PARIS

22/1/46

COPIE à Monsieur le Directeur de la Région NORD
pour le tenir informé

Le Chef du Domaine

....

Transmis à M;PETINE, avec une copie pour ses besoins
1er Février 1946
VEILLET

h. Forben

M. M. Mennet

Marchand

Paris ne rendra

Paris le 2 Janvier 1946

V B 3a

Messieurs les Chefs de Subdivision,

L'Instruction Générale VB. 3a du 24 Septembre 1942 :
 "Dénomination, classement et distribution des instructions"
 précise, dans son article 23, que "toute instruction est désigné
 par l'indice de sa catégorie suivi d'un numéro et, le cas
 échéant, d'une lettre minuscule".

A (Dans le but de faciliter la tâche des agents aux diffé-
 re ts échelons, il a été décidé que ces prescriptions, qui
 n'étaient appliquées jusqu'ici qu'aux instructions proprement
 dites : Instruction de Service, Avis de Service, consignes,
 seraient étendues aux lettres ou notes ayant un caractère
d'instruction. Celles-ci devront donc, à l'avenir, comporter,
 dans un cartouche placé en haut et à droite, une référence de
 classement renvoyant au plan annexé à l'I.G. précitée.

B (Ces prescriptions doivent être également appliquées
 aux transmissions de copies de lettres émanant d'une autorité
 supérieure (Direction Générale, Service Central, Direction
 Régionale, etc) et ayant le caractère d'instruction. Toutefois,
 si le Service d'origine n'a pas cru devoir indiquer lui-même
 la référence de classement, le cartouche sera placé dans l'an-
 gle supérieur droit de la transmission

Le Chef de la Division
 du Service Général de
 la Voie

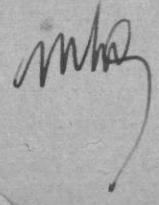
MEESEMAECKER

COPIE à MM. POIGNANT, FORT, RINGEVALLE, FOCKEU, VERDEZ -

Vous vous rapprocherez de M. CHOQUET lorsque vous
 aurez le cas "A" ou la cas "B" à appliquer

VB.N/vc

Paris, le 5 Février 1946



SOCIÉTÉ NATIONALE
DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Région NORD

Service de la Voie
et des Bâtiments

VB.N/vc6

Dommmages de guerre

Paris, le 10 Novembre 1945

12

Le Chef du Service de la Voie et
des Bâtiments

à

Monsieur le Directeur du Service Central
des Installations Fixes et de la
Construction,

Votre lettre Vtv 51.000 - 1/312 du 29 Octobre 1943 nous a fait connaître qu'en attendant la parution des textes qui régiront la réparation des dommages de guerre subis par le chemin de fer, la S.N.C.F. a obtenu du Ministre l'autorisation d'imputer ses dépenses de reconstruction au compte d'Exploitation et qu'il convient de s'abstenir de présenter des dossiers aux Services officiels de la Reconstruction.

Nos logements d'agents ont donc été réparés sans remise de dossiers aux services de la Reconstruction.

La S.N.C.F. venant d'acquérir plusieurs immeubles d'habitation comportant des indemnités de dommages de guerre, je vous prierais de vouloir bien me confirmer que ces immeubles, acquis de particuliers sinistrés, peuvent maintenant être assimilés à des logements S.N.C.F. et que, par suite, nous pourrions procéder à leur réparation pour loger le personnel sans avoir à obtenir l'accord préalable des services de la Reconstruction.

Le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments

Veillet

COPIE à MM. VEILLET

FOCKEU

entral des
s Fixes et de
tion.

Paris, le 29 Octobre 1945

ages de guerre

vc du 13/7/45

st 93 400 - 1/68

Monsieur le Chef du Service
de la Voie et des Bâtiments, Région NORD

Vous m'avez demandé des instructions au sujet du remploi de l'indemnité due pour les dommages de guerre causés à un immeuble dénommé "Pavillon Jeanne d'Arc" situé à Lille dont une décision ministérielle du 7 juin 1945 a approuvé l'acquisition par la SNCF et qui doit être démolie.

En matière de dommages de guerre, le droit au dommage et l'immeuble sinistré sont indissolublement liés et ne peuvent être cédés indépendamment l'un de l'autre (art.9 de la loi des 11 Octobre 1940 - 12 juillet 1941)

L'acquéreur de l'immeuble, à qui est cédé en même temps le droit à la participation de l'Etat, est dans l'obligation de reconstruire, sous peine d'être privé de toute indemnité, un immeuble à usage d'habitation ayant une surface utilisable au moins égale à celle de l'immeuble détruit ou endommagé. Il vous appartient de satisfaire à cette obligation.

Par ailleurs, il n'y a plus de réduction de la participation de l'Etat dans le cas où l'immeuble est reconstruit à plus de 20 km du lieu sinistré, les dispositions de l'art.22 de la loi du 12 juillet 1941, auxquelles vous vous référez, ayant été modifiées par l'ordonnance 45-2061 du 8 septembre 1945.

En l'espèce, je suis donc d'accord avec M. le Directeur du Service du Budget, pour estimer que le Ministre de la Reconstruction ne s'opposera pas à un remploi en reconstruction sur un emplacement éloigné du lieu du sinistre, des lors que ce remploi aurait pour objet essentiel de construire des immeubles destinés au logement d'agents de la SNCF

Vous n'aurez qu'à vous tenir en rapport avec le service du Contentieux, comme d'ailleurs fait jusqu'à présent, pour l'accomplissement des formalités nécessaires.

LE DIRECTEUR

PORCHEZ

Paris, le 10 Novembre 1945

COPIE à M. VEILLET
te à sa note n°693 R du 22/6/45

COPIE à M. ADINE

COPIE à M. FOCKEU

Le Chef de la Subdivision
des Travaux et Approvisionnements

Adine



Domages de guerre causés aux installations

les canalisations secondaires

classement Archives

6
13/1-195

Ligne de l'Etat de guerre
affectation

note Vst. 91300-5/15 du 26.9.45.

Il convient d'inscrire à notre compte. Domages de
guerre le montant des dépenses nécessitées par la
remise en état des voies et installations fixes des
réseaux secondaires dont la SNEF est concessionnaire

M. Pöckel
classer

18/10/45

copie à M. Titine

S.N.C.F.

M. Focken

Paris, le 5 avril 1945

IFT

Service Central du
Personnel

2ème Division

RNF : n° 1.023

M.M. les Directeurs des Régions
M.M. les Directeurs des Services Centraux

Ma note n° 7040 du 27 août 1943 a résumé les dispositions adoptées par l'Etat en vue de la reconstruction des immeubles partiellement ou totalement détruits du fait d'actes de guerre. Ces dispositions viennent d'être complétées par une instruction du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme en date du 29 janvier dernier (Journal officiel du 9 février) qui prévoit l'extension des lois sur la reconstruction, applicables jusqu'ici aux destructions par suite d'actes de guerre, à d'autres formes de dommages et notamment aux destructions résultant directement de l'occupation du territoire par les forces armées ennemies.

Je vous adresse ci-joint, à toutes fins utiles, copie de cette instruction ministérielle, qui fera l'objet d'une communication publiée dans "Notre Vétér" en vue d'aviser nos agents à ce sujet et de leur faciliter la tâche le cas échéant.

P. le Directeur,

(s) FLAMENT.

EX T R A I T

du Journal Officiel n° 34 du 9 février 1945

MINISTÈRE DE LA RECONSTRUCTION ET DE L'URBANISME

Instruction relative à l'extension du champ d'application
des lois provisoirement en vigueur sur la reconstruction

Paris, le 29 janvier 1945

Le Ministre des finances et le ministre de la reconstruction et de l'urbanisme à M.M. les commissaires régionaux de la République française, M.M. les préfets, M.M. les délégués du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

L'extension à d'autres formes de dommages, des lois sur la reconstruction applicables jusqu'ici aux destructions par suite d'actes de guerre, est actuellement étudiée par le Gouvernement.

Sans attendre la promulgation de l'ordonnance générale qui sanctionnera cette étude, il a été décidé :

A .. En premier lieu, de procéder à l'instruction et au règlement des dossiers prévus par les lois provisoirement en vigueur sur la reconstruction ou par les ordonnances à intervenir, notamment en matière de reconstitution agricole et ayant pour origine des destructions résultant directement de l'occupation du territoire par les forces armées ennemies.

A ce titre, ouvriront notamment droit à participation :

Les destructions résultant de combats entre les Forces françaises de l'intérieur et l'ennemi ou les forces dites "du maintien de l'ordre" mises à son service.

Les destructions systématiques ou non des moyens de production ou de matériel résultant soit de sabotage, soit de l'action de l'ennemi.

Les destructions ayant pour cause des explosions accidentelles ou provoquées d'engins de guerre.

Les destructions occasionnées par la mise en état de défense de certaines zones du territoire (organisation des côtes, création de terrains d'aviation, de champs de tir, creusement des tranchées, etc.).

Les destructions causées par toutes les chutes d'avion, même en cours d'exercices, les destructions provoquées par les chars et autres engins de guerre et d'une manière générale par les troupes ennemies.

.....

Les dégâts causés aux immeubles réquisitionnés.

Les destructions résultant de crimes de guerre ou d'opérations ennemies dites de représailles ou de police.

B - En second lieu, d'instruire et de régler dans les mêmes conditions les dossiers afférents aux dommages énumérés ci-après:

Dommages résultant d'explosions depuis le 3 septembre 1939 d'usines de guerre ou de substances explosives dont la garde incombe soit à l'Etat, soit à une entreprise exécutant ces fabrications de guerre ou qui se trouvent en cours de transport pour le compte soit de l'Etat, soit d'une entreprise exécutant des fabrications de guerre.

Dommages causés par ordre des autorités françaises même loin de l'ennemi.

Attentats postérieurs à la libération reconnus imputables à l'ennemi ou ses agents.

C - Quant aux dommages tels que ceux qui résultent en particulier de pillages, de réquisitions irrégulières, de réquisitions non payées par l'ennemi (à l'exclusion toutefois des réquisitions dont le règlement est poursuivi par les soins du département des finances, en particulier au titre du logement et du cantonnement, de destructions postérieures à la libération et dues au fait des troupes alliées, etc., ou qui intéressent les biens non encore visés par les lois sur la reconstruction, dommages agricoles) notamment, aucune décision ne peut intervenir avant la publication des ordonnances susvisées.

Mais, dans tous ces cas, les Services de la reconstruction devront prendre, sans délai, les mesures que commande l'intérêt général; savoir: dresser les constats de destruction, attribuer les matériaux strictement indispensables pour éviter l'aggravation des dégâts, accepter tous les documents utiles à l'instruction éventuelle des dossiers, notamment les dossiers recueillis par les ingénieurs en chef du génie rural en ce qui concerne les dommages agricoles et les dossiers établis sur ordre du service central des réquisitions allemandes, en ce qui concerne les dommages causés par les troupes d'occupation. Les services départementaux des réquisitions allemandes dans les préfectures remettront, à cet effet, les dossiers de dommages en leur possession aux délégués locaux du ministère de la reconstruction et de l'urbanisme.

D - En tout état de cause, les dommages de toute nature causés par l'ennemi en dehors des opérations de combat au cours de l'occupation du territoire ou au cours de l'évacuation devront faire l'objet de classement à part et être comptabilisés séparément pour permettre d'en réclamer la réparation à l'Allemagne lors de la négociation du traité de paix.

Le Ministre de la reconstruction

et de l'urbanisme

Raoul DAURY.

Le Ministre des finances

R. PLEVEN

DR/N.2/47

29 avril 1945

Copie à M. le Chef du Service V.B.

A titre d'avis.

/Le Directeur

TERNY

VB/N vc

Paris, le 3 mai 1945

Copie à M. les Chefs d'Arrondissement V.B.

WARNEZ

de CHARENTON

THOUVENOT (SIGRIST)

pour attirer l'attention du personnel sur ces nouvelles dispositions.

Le Chef de la Subdivision
des Travaux et Approvisionnements
LECLERCQ